



Table des matières

I - Panorama économique régional	3
1.1 - Une démographie d'entreprise relativement dynamique mais menacée par le contexte international géo-économique.....	3
1.2 - Une économie régionale qui reste caractérisée par une spécificité industrielle.....	5
1.3 - Principaux impacts de la crise sanitaire sur l'économie régionale	7
Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 - Centre-Val de Loire (source : Insee)	9
Activité partielle : nombre de salariés concernés par une demande d'indemnisation (Source : ASP-DGEFP – Dares – Traitement Insee Centre-Val de Loire).....	9
1.4 - Des dynamiques économiques hétérogènes selon les territoires	10
1.5 - Des migrations pendulaires dominées par les échanges avec l'Île-de-France.....	11
Principales dynamiques emploi-population et mouvements de navetteurs de la région Centre-Val de Loire (Source : Insee Dossier Centre-Val de Loire N°4 « 25 axes structurent les mobilités régionales » - Insee RP 2009 – 2014).....	12
II - Principales tendances de l'emploi et caractéristiques du marché du travail régional	13
2.1 - Une dynamique de l'emploi moins soutenue qu'à l'échelle nationale.....	13
Evolution base 100 de l'emploi de 1989 à 2019 (Source : Insee analyses N°77 – Insee, Estimations d'emploi).....	14
2.2 - Les dynamiques récentes de l'emploi salarié en région	14
2.3 - Le niveau de chômage et les principales caractéristiques du marché du travail.....	17
III – Les besoins en emplois et métiers en tension.....	21
3.1 - Des projets de recrutement en forte progression par rapport à la situation d'avant crise sanitaire (2019)	21
3.2 - Principales tendances des difficultés de recrutement sur le marché du travail.....	22
3.3 - Identification des métiers affichant les taux de tension les plus élevés et facteurs susceptibles d'expliquer l'origine des tensions	23
3.4 - Les difficultés de recrutement variables selon les bassins d'emploi	25
IV - Formation et orientation tout au long de la vie.....	26
4.1 La formation professionnelle initiale des jeunes	26
4.2 Panorama de l'offre de formation par apprentissage.....	28
4.3 La formation des demandeurs d'emploi	31
4.4 - L'insertion professionnelle	35
4.5 - Principaux impacts de la crise sanitaire sur les organismes de formation en région Centre-Val de Loire.....	38

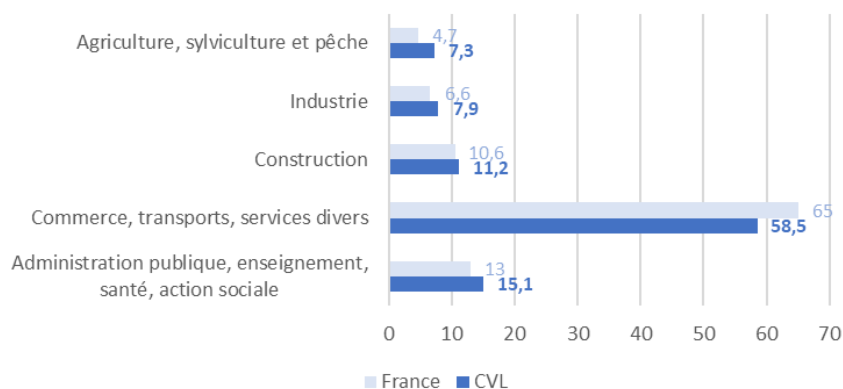
I - Panorama économique régional

1.1 - Une démographie d'entreprise relativement dynamique mais menacée par le contexte international géo-économique

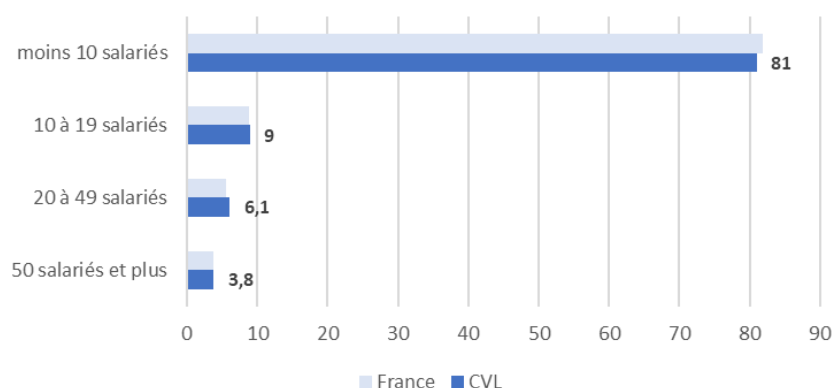
Fin 2019, la région Centre-Val de Loire compte 78 191 établissements actifs employeurs, dont la très grande majorité sont des TPE de moins de 10 salariés (72.4% d'établissements de 1 à 9 salariés et 8.6% d'établissements qui n'avaient plus d'emploi au 31 décembre 2019). Cette répartition des établissements par taille est sensiblement proche du niveau national.

La répartition des établissements actifs employeurs par secteur d'activité agrégé permet de mesurer l'écart entre la région et l'échelle nationale : le tissu régional se caractérise ainsi par une proportion d'établissements associés à l'administration publique, enseignement, santé et action sociale supérieure au poids national (+2pts). C'est également le cas pour le secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche (+2.6pts) et l'industrie (+1.3pt). En revanche, le volume d'établissements actifs employeurs rattachés au commerce, transports et services divers apparaît sous représenté en région (-6.5 pts).

Répartition des établissements actifs employeurs par secteur d'activité, en % (fin 2019) (Source : Insee RP)



Répartition des établissements actifs employeurs par taille, en % (fin 2019) (Source : Insee RP)

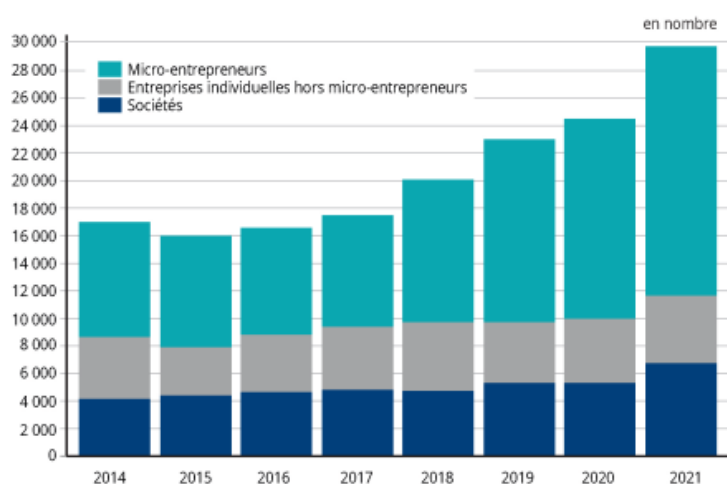


Concernant la démographie d'entreprises, le tissu d'établissements s'est densifié au cours des 5 dernières années. Cette tendance s'accompagne d'une dynamique entrepreneuriale qui se traduit notamment par une hausse continue depuis 2016 du nombre de créations d'entreprises. Ces dernières

enregistrent une croissance qui s'accélère depuis 2020. Ainsi, en 2021, un nombre de créations d'entreprises encore jamais atteint a été enregistré, soit près de 30 000.

Cette croissance, supérieure à celle observée au niveau de la France, est essentiellement portée par celle du nombre de micro-entrepreneurs mais aussi par un rebond des créations de sociétés. Concernant ce volet, les départements les plus dynamiques sont l'Indre-et-Loire mais aussi le département du Cher. Le volume de créations progresse dans l'ensemble des secteurs de l'économie, et plus encore dans l'industrie et les services aux particuliers.

Nombre de créations brutes d'entreprises en Centre-Val de Loire (Source : Insee REE - Sirene)

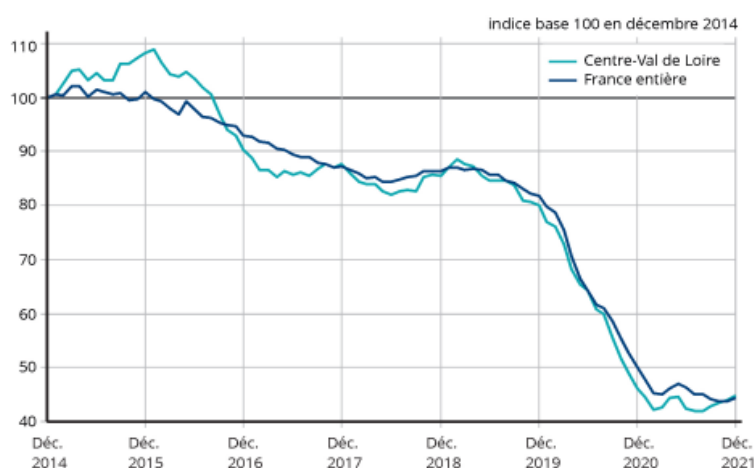


La baisse des défaillances observées depuis l'année 2016 en région s'est fortement accélérée au cours de l'année 2020 (chute de 43%) sous l'effet d'importantes mesures de soutien aux entreprises mises en place pour faire face à la crise sanitaire.

Afin d'illustrer cette observation, il convient de noter que 80 entreprises en région ont bénéficié d'un soutien dans le cadre du plan France Relance en 2020 et 137 au cours de l'année 2021.

La hausse récente du nombre de défaillances enregistrée en fin d'année 2021 dans la région interroge sur un potentiel retournement de tendance à court et moyen terme. Les nouvelles questions économiques liées à une forte hausse de l'inflation, la multiplication des problèmes d'approvisionnement couplé à un contexte géopolitique particulièrement dégradé (conflit armé russo-ukrainien) risquent probablement de fragiliser un nombre croissant d'activité.

Evolution des défaillances d'entreprises – Indice base 100 = décembre 2014 (source : Fiben – Banque de France, INSEE)



1.2 - Une économie régionale qui reste caractérisée par une spécificité industrielle

Fin 2019, la région Centre-Val de Loire comptabilise un peu plus de 976 000 emplois, soit 3,6 % des effectifs de la France métropolitaine. Entre 2008 et 2019, l'emploi s'est contracté de 3% en région alors qu'il a progressé de plus de 2% à l'échelle nationale. Au cours de cette période, l'emploi recule fortement dans plusieurs secteurs d'activité. En 10 ans, l'industrie perd plus de 29 000 emplois en région, 8900 emplois dans la construction et enfin 6200 emplois dans l'agriculture. Ces baisses sont toutes plus soutenues en région qu'au niveau France. En revanche, les activités associées au commerce, transports, services divers et l'administration publique, enseignement santé et action sociale progressent, favorisant ainsi la tertiarisation du tissu productif. Cette augmentation de l'emploi reste malgré tout moins soutenue qu'à l'échelle nationale.

Depuis les années 2000, la région Centre-Val de Loire se démarque par une moindre performance des créations d'emploi dans les secteurs considérés comme les plus dynamique mais également par des pertes d'emplois systématiquement plus importantes par rapport à l'échelle nationale. Cette situation est commune à l'ensemble des régions limitrophes de l'Île-de-France, à savoir Grand-Est, Hauts-de-France, Normandie et Bourgogne Franche-Comté. Leur tissu productif, davantage orienté vers l'industrie ou l'agriculture, explique en partie cette croissance en retrait. L'un des principaux facteurs explicatifs provient de la dynamique propre de ces régions pour assurer le développement des emplois tertiaires : une démographie moins favorable, l'absence de grande métropole privant l'économie d'un vecteur d'entraînement majeur, ainsi qu'un moindre développement des secteurs en croissance tel que le numérique. En Centre-Val de Loire, Bourgogne Franche-Comté et Normandie, les emplois liés à l'économie numérique restent inférieurs aux autres régions, en part et en volume contrairement aux régions de l'ouest et du sud de la France, plus dynamiques.

Avec près de 152 000 emplois en 2019, l'industrie reste l'un des secteurs les plus importants en région. En 2008, le secteur représentait 18% des emplois régionaux dans la région, soit 4 points de plus qu'au niveau national. En 1989, elle représentait 25 % des emplois régionaux, 5 points de plus qu'au niveau national. Malgré la perte de 29 000 emplois sur les 10 dernières années, cette spécificité industrielle s'est maintenue. En 2019, 15,5 % de l'emploi régional relève de l'industrie, soit 2,5 points de plus qu'en France métropolitaine.

Evolution et structure de l'emploi par grand secteur d'activité en Centre-Val de Loire et en France métropolitaine

(Source : Insee RP)

	2008	2019	Structure CVL en 2019	Structure FR en 2019	Evolution CVL 2008 - 2019	Evolution FR 2008 - 2019
Ensemble	1 006 450	976 338	100,0%	100,0%	-3,0%	2,2%
Agriculture	39 487	33 278	3,4%	2,6%	-15,7%	-12,6%
Industrie	180 872	151 697	15,5%	12,0%	-16,1%	-13,9%
Construction	74 315	65 407	6,7%	6,4%	-12,0%	-5,6%
Commerce, transports, services divers	402 532	410 107	42,0%	47,0%	1,9%	6,2%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	309 245	315 849	32,4%	32,2%	2,1%	6,9%

Principaux secteurs employeurs en région Centre-Val de Loire (Source : Insee DADS 2019)



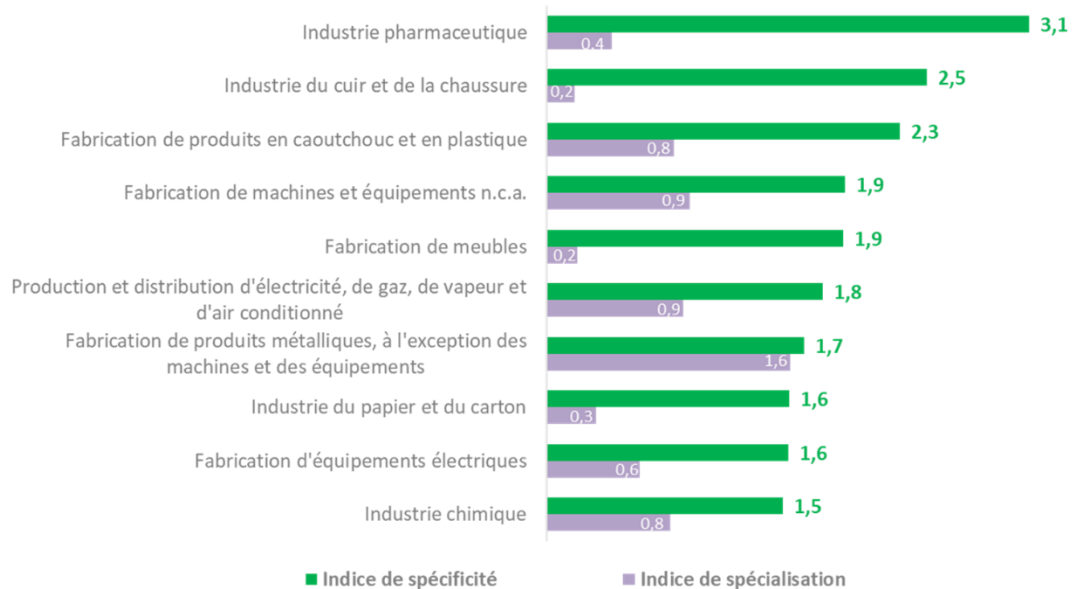
A l'instar de nombreuses autres régions, la **baisse constatée de l'emploi dans l'industrie est principalement liée à l'accélération de l'externalisation des activités tertiaires de l'industrie, la globalisation de l'économie** (amplification de la concurrence internationale) ainsi que les gains de productivité associés à l'évolution des technologies de l'information et de la communication, la digitalisation et les réseaux de circulations de l'information (semi-conducteurs, puces RFID, internet...).

La région reste spécialisée dans plusieurs activités industrielles :

- **L'industrie pharmaceutique** (9 000 emplois), est localisée principalement dans le nord de la région, avec entre autres Novo Nordisk à Chartres, Servier et Delpharm dans le Loiret ou Ipsen en Eure-et-Loir. La fabrication de produits pharmaceutique est principalement assurée dans le département de l'Eure-et-Loir qui concentre près d'un tiers des emplois du secteur en région ainsi que le Loiret. Il convient également de noter la présence du cluster Polepharma et de centres de formations dédiés, à l'instar de l'IMT de Tours par exemple.
- Dans le sud de la région, **l'industrie du cuir** (2 300 emplois) est présente avec les usines Louis Vuitton à Issoudun et Condé dans le Loiret, ainsi qu'à Vendôme (Loir-et-Cher). La région est effectivement le siège de plusieurs structures spécialisées en maroquinerie. Le secteur a su résister à la concurrence d'Asie et d'Afrique du Nord grâce à un positionnement sur le haut de gamme et le luxe.
- **La fabrication de produits caoutchouc ou plastiques** (13 000 emplois), avec Hutchinson dans le Loiret ou Michelin dans le Cher. La région Centre constitue l'une des premières régions françaises productive de pièces en caoutchouc industriel. Depuis plusieurs années, les acteurs du secteur font face à plusieurs enjeux notamment à une concurrence internationale de plus en plus forte et surtout aux nouvelles réglementations environnementales. Ces dernières années, plusieurs acteurs évoluent sur les matériaux composites pour la fabrication de pièces techniques, de moules à destination des marchés automobile, aéronautique et ferroviaire
- **La production et la distribution d'électricité** (plus de 10 000 emplois) occupe une place importante avec la présence de quatre centrales nucléaires le long de la Loire. En dehors du nucléaire, les filières éoliennes, photovoltaïques et thermiques connaissent une certaine dynamique en région.
- **L'industrie chimique** et plus spécifiquement **l'industrie cosmétique** poursuit le développement de son activité : le site des Parfums Christian Dior à Saint-Jean-de-Braye près d'Orléans qui compte 2 000 employés est le plus grand établissement industriel de la région

et il se développe encore avec une nouvelle usine à Chartres (300 emplois). Les industries agroalimentaires et la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ou celle de machines, sont néanmoins les activités rassemblant le plus d'emplois avec respectivement 20 000 et 24 000 emplois.

Evolution et structure de l'emploi par grand secteur d'activité en Centre-Val de Loire et en France métropolitaine (Source : Acooss- Urssaf 2021)



Avec plus de 33 000 emplois (2.6% de l'emploi régional), l'agriculture occupe une place importante en région. Le secteur est principalement dominé par les cultures céréalières, avec l'Eure-et-Loir comme premier département céréalier de France et la Beauce traditionnellement appelée le « grenier de la France ». Le secteur fait face à d'importantes pertes d'emplois : plus de 6 000 emplois supprimés au cours des 10 dernières années, soit une baisse de 16 %, supérieure à celle observée à l'échelle nationale. Cette tendance baissière traduit la transformation du modèle économique du tissu agricole associé au passage d'un modèle d'exploitation familiale à celui d'entreprise agricole où le salariat se substitue en partie à une main-d'œuvre familiale. Les exploitations agricoles poursuivent leur mouvement de concentration, désormais plus grandes.

Les nouvelles tendances alimentaires et l'évolution du marché influencent grandement les variétés cultivées, les techniques agricoles, mais aussi l'élevage. Certains segments du marché, notamment les produits bio et les produits locaux « du producteur au consommateur », connaissent une forte croissance en région. Par ailleurs, face au défi environnemental, l'agriculture de précision poursuit son développement permettant ainsi d'améliorer la production et d'optimiser la distribution de l'irrigation, des engrais et des produits phytosanitaires.

1.3 - Principaux impacts de la crise sanitaire sur l'économie régionale

En raison de l'épidémie mondiale de la Covid-19 survenue début 2020, des périodes de confinement de la population, du 17 mars au 11 mai puis du 30 octobre au 15 décembre, ont contraint à l'arrêt plusieurs activités dites « non essentielles », à l'instar de l'hôtellerie-restauration, l'artisanat et le commerce non alimentaire. Cette année 2020 connaît d'ailleurs une alternance de mesures de

restrictions dues à la circulation du virus par vagues successives avec des allègements en fonction de l'impact positif des confinements puis de la vaccination progressive de la population.

La région Centre-Val de Loire a ainsi subi une forte baisse lors du premier confinement, jusqu'à atteindre - 32 %, avant de rebondir rapidement avant d'enregistrer une nouvelle contraction de moindre ampleur lors du 2e confinement. Plus globalement, l'impact de la crise sanitaire et des mesures associées varient sensiblement selon les secteurs d'activité. Si l'industrie agroalimentaire a pu maintenir son niveau d'activité d'avant crise et l'industrie pharmaceutique connaître un accroissement d'activité liée notamment à la production d'équipements de protection tels que les gels hydroalcooliques, la filière automobile et aéronautique a été particulièrement impactée par la crise sanitaire avec une baisse d'activité estimée à -20%. La pénurie de certains matériaux et composants complète ce tableau.

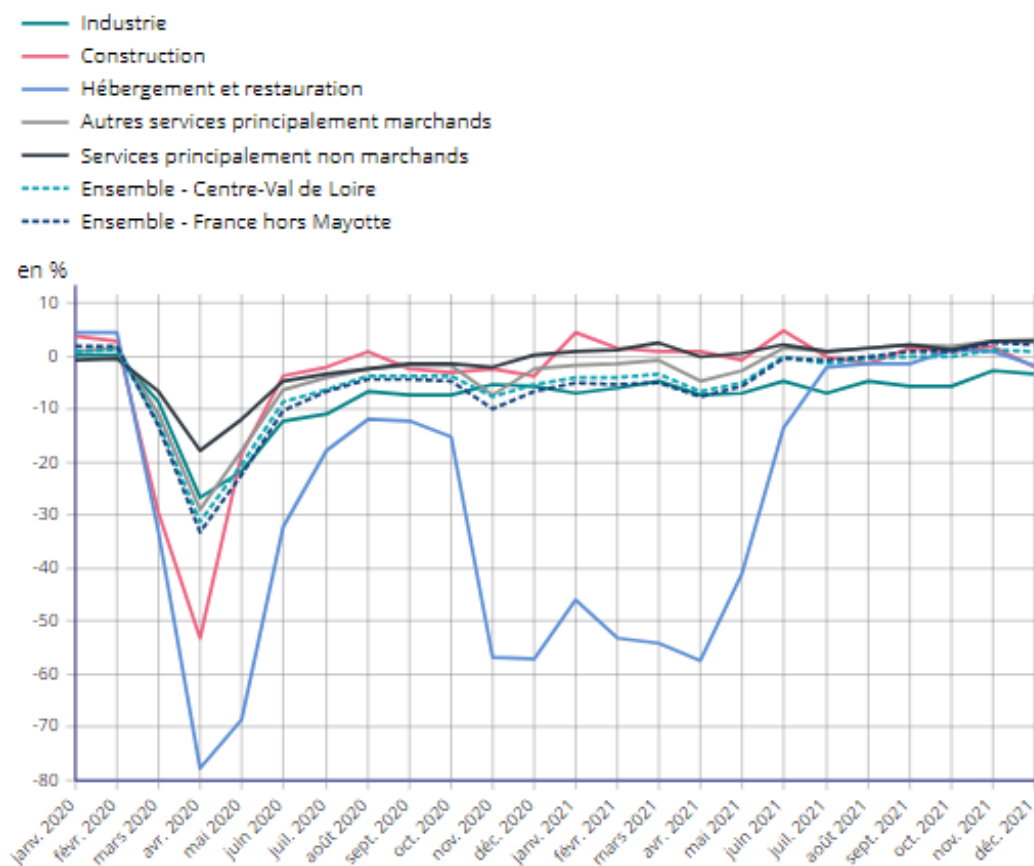
Davantage affecté que l'industrie, le tertiaire marchand a été particulièrement exposé aux mesures de restrictions. Principal secteur pourvoyeur d'emplois en région et moteur de la croissance de l'emploi depuis le début des années 2010, ce dernier a cumulé à la fois les effets négatifs des fermetures d'établissements et des restrictions de circulation. A l'inverse, les activités associées au transport-logistique ainsi que le fret aérien a bien résisté, grâce à l'expédition ou la réception des produits liés à la crise sanitaire, des masques et aspirateurs de mucosités notamment.

Concernant le tertiaire non marchand, les effectifs sont restés globalement stables, avec la forte sollicitation des services de santé depuis le début de l'année 2020. Les mesures de restriction n'ont pas non plus affecté l'emploi dans l'administration, grâce au recours massif au télétravail.

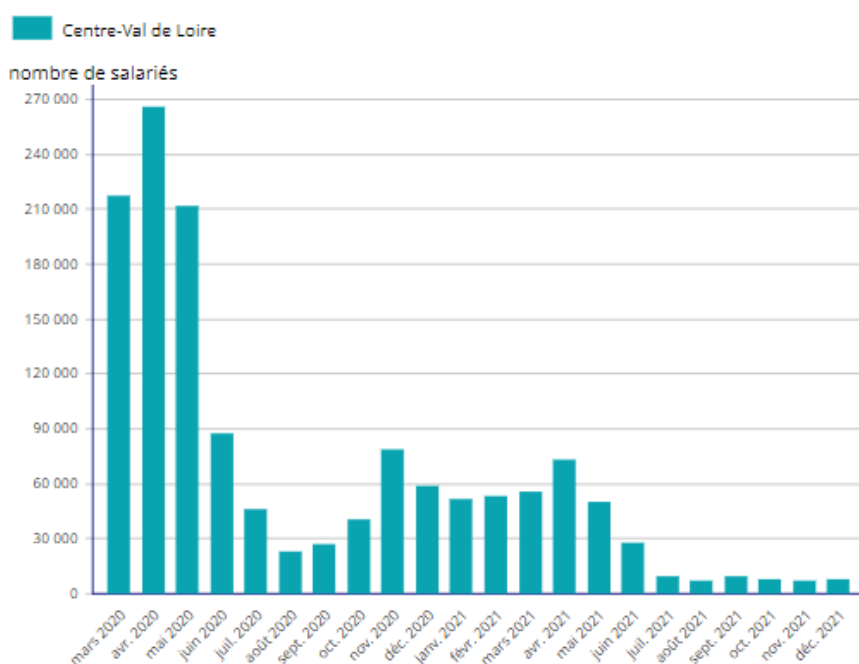
Plus globalement, l'impact sur l'emploi est resté relativement mesuré au regard de l'onde de choc de cette crise, grâce notamment à la mise en place de certaines mesures de soutien aux entreprises tel le dispositif d'activité partielle. Ce dispositif a permis aux entreprises de pratiquer une importante rétention de main-d'œuvre, amortissant ainsi la perte d'emplois.

Face à cette crise d'envergure, l'économie régionale s'est caractérisée par une certaine résilience, c'est-à-dire à surmonter relativement rapidement à cette phase de fortes perturbations économiques. En effet, les niveaux d'activité d'avant crise sont dépassés dès la fin de l'année 2020 dans la région et dans la plupart des départements hormis le sud de la région (département de l'Indre et Cher). Le recours à l'activité partielle recule sensiblement pour se rapprocher de la situation observée en 2019. La hausse de l'emploi salarié et la baisse du chômage sont particulièrement marquées. Néanmoins des fragilités perdurent, pour les secteurs de l'industrie et de l'hébergement-restauration notamment, dont le niveau d'activité reste inférieur à celui d'avant crise.

Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 - Centre-Val de Loire
(source : Insee)



Activité partielle : nombre de salariés concernés par une demande d'indemnisation (Source : ASP-DGEFP – Dares – Traitement Insee Centre-Val de Loire)



1.4 - Des dynamiques économiques hétérogènes selon les territoires

L'axe ligérien : poumon économique régional

Cœur démographique et économique de la région, **l'axe ligérien** concentre pas moins de la moitié des habitants de la région. Sa forte densité de population s'exerce principalement autour des métropoles de Tours (135 000 habitants) et d'Orléans (115 000 habitants). Cet axe tire son développement économique de plusieurs facteurs dont :

-une infrastructure de communications développée et bien connectée au réseau européen (autoroute, TGV...) à une heure de Paris,

-il s'agit également d'un axe touristique fort avec le Val de Loire (classé au patrimoine Unesco), axe universitaire (Université d'Orléans-Tours). Dans ce contexte, se développe une économie résidentielle en lien avec l'amplification des migrations pendulaires des ménages résidents et travaillant en région parisienne. Cet axe se caractérise également par la présence de clusters structurés et d'ambition internationale, à l'instar de l'industrie pharmaceutique (Pôle pharma) et cosmétique (Cosmetic Valley).

Un axe septentrional industriel en mutation

- **Les territoires du Grand Perche** comprenant les zones d'emploi de Nogent-le-Rotrou, Châteaudun et Vendôme, ont été durement impactés par une série de restructurations économiques (FLEXTRONICS, VIVENDI, THYSSENKRUPP ...). Cet ensemble territorial présente des spécificités économiques très marquées, notamment dans l'industrie. La forte concentration de l'emploi dans seulement quelques structures employeuses peut contribuer à la fragilité de certains territoires (restructuration dans la filière automobile, défense). Cet espace géographique propose également un certain nombre d'atouts, notamment une bonne connexion avec la capitale (gare TGV et développement d'un parc d'activité et technologique) à proximité. Des entreprises dynamiques s'y installent, dans le secteur de l'énergie, des dispositifs médicaux du tourisme et plus récemment dans l'industrie cosmétique (installation d'un nouveau site du groupe de cosmétiques et parfums Sisley) et dans l'industrie de la maroquinerie avec l'ouverture de deux nouveaux ateliers du maroquinier Louis Vuitton dans le Loir-et-Cher.

- **Les territoires de la grande couronne francilienne comprenant les zones d'emploi de Dreux, Pithiviers, Montargis et Gien.** Compris entre l'agglomération parisienne et l'axe Orléans-Chartres, les territoires de la couronne francilienne présentent des réalités contrastées. A l'instar des territoires du nord-ouest de la région, cet espace géographique a été fragilisé par une série de fermetures de sites notamment dans l'industrie (exemples de PHILIPS, SANOFI, OUEST INJECTION...). Toutefois, ces territoires restent caractérisés par une forte dynamique démographique. L'installation de salariés franciliens compense en partie le vieillissement de la population et contribue à l'élévation du niveau de vie moyen de la population. La proximité avec la région francilienne participe également à attirer de nouvelles activités, comme cela a historiquement été le cas dans l'industrie cosmétique, chimique (projet de développement des laboratoires Leo Pharma, recrutements chez le chimiste Axyntis), pharmaceutique (implantation du Laboratoire Innova Medical Group) et l'industrie du Numérique (gestion des flux numériques de l'écosystème santé avec les projets de recrutement du groupe Cegedim) sans oublier des perspectives favorables dans le secteur de la logistique (projets de recrutements chez FM Logistic).

Le sud de la région fragilisé démographiquement et économiquement.

Ces territoires présentent comme caractéristiques communes une faible densité de population, une faible dynamique démographique illustrée par un vieillissement de la population accéléré par un déficit naturel et migratoire (à l'exception notable seniors de 55 ans et plus), un niveau de formation et de qualification de la population active inférieur à la moyenne régionale. Au sein de cet axe méridional, deux ensembles géographiques peuvent être identifiés :

- **Le territoire de Sud-Sologne** inclue les zones d'emploi de Vierzon et Romorantin-Lanthenay. Situé entre le Cher et le Loir-et-Cher, ce territoire longuement caractérisé par un fort niveau de chômage, connaît au cours des années 2000 une série de plans sociaux, illustrée notamment par la fermeture de plusieurs sites industriels, à l'instar d'AMEX, PCT, VEOLIA, GIAT, THOMSON mais également MATRA en 2003. En profonde mutation économique, ces territoires présentent malgré tout certaines perspectives favorables. L'historique industriel du territoire lié à l'armement offre un tissu de main d'œuvre dans des domaines de compétences recherchés (les projets de recrutement du missilier européen MBDA constitue une bonne illustration).

- **Les territoires du Berry** associent les zones d'emploi de Bourges, Saint-Amand-Montrond, Issoudun, Châteauroux, Le Blanc et Loches. Cet ensemble territorial apparaît dualisé entre les pôles urbains de Bourges et Châteauroux qui demeurent actifs mais en fragilité et des pôles ruraux vieillissants et en crise démographique. Longtemps caractérisés par un niveau de chômage supérieur à la moyenne régionale et nationale, l'histoire économique de ces territoires reste marquée par le fort recul de l'emploi industriel au cours des 20 dernières années. Certaines zones, à l'instar d'Issoudun, reposent encore aujourd'hui sur une économie fortement spécialisée et dépendante de l'industrie (près d'un tiers des emplois de la zone est rattaché à l'industrie). Le sud de la région présente également quelques fleurons industriels de l'industrie de l'armement : le bassin de Bourges se présente comme la capitale régionale de l'industrie de la défense en concentrant pas moins de 3500 salariés dans une vingtaine d'établissements. Le département du Cher hérite effectivement d'une histoire économique particulièrement avec les industries de défense, d'armement mais également de l'aéronautique, lui permettant de disposer d'un nombre important d'acteurs institutionnels et industriels du domaine sur son territoire.

1.5 - Des migrations pendulaires dominées par les échanges avec l'Île-de-France

Selon l'INSEE, un peu plus d'un million d'actifs occupés habitent en région Centre. Pour rejoindre leur lieu de travail, près de moitié de ces actifs effectuent un déplacement de proximité, soit au sein de leur commune ou de leur agglomération de résidence. L'autre moitié concerne des actifs plus mobiles : ces derniers se dirigent majoritairement vers l'un des dix pôles d'emploi de la région ou vers la région francilienne.

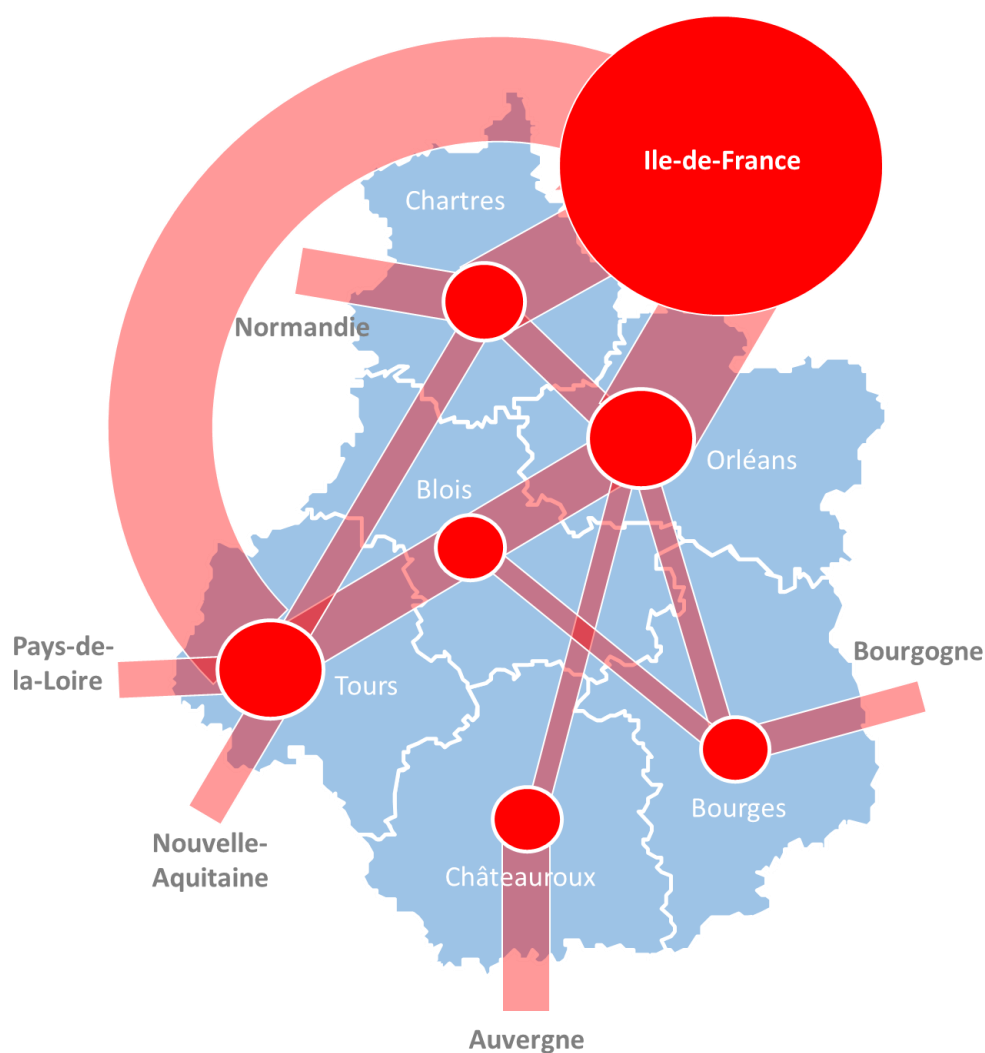
A l'instar des autres régions, les principaux flux domicile-travail sont fortement liés à l'armature urbaine du Centre-Val de Loire. **Les aires d'influence des principaux pôles urbains de la région rassemblent la grande majorité des emplois et de la population et concentrent par conséquent l'essentiel des trajets domicile-travail.** Au dernier recensement de 2019, un peu plus d'un million d'actifs résident et travaillent dans la région. Parmi ces derniers, près de 40 % travaillent dans les deux plus grandes aires urbaines de la région, Orléans et Tours. Les autres grandes aires urbaines régionales (Chartres, Bourges, Châteauroux, Blois...) accueillent un tiers des emplois. Près de 600 000 actifs se

déplacent donc au sein des grandes aires urbaines, majoritairement à l'intérieur des pôles (près de 6 actifs sur 10), puis des couronnes vers les pôles et enfin au sein des couronnes.

En complément des mouvements observés au sein de la région, **la proximité de la région parisienne structure une large partie des flux de population dans l'ensemble de l'axe septentrional de la région.** Ainsi, près de 70 000 actifs effectuent quotidiennement des déplacements vers la région parisienne pour aller travailler. La majorité d'entre eux partent des zones d'emploi limitrophes à l'Île-de-France (Chartres, Dreux, Orléans, Montargis et Pithiviers) pour rejoindre celles de Paris, Saclay et Rambouillet. Dans le sens inverse, environ 10 000 actifs franciliens viennent travailler dans la région.

Les caractéristiques des déplacements domicile-travail peuvent varier selon la catégorie socioprofessionnelle des actifs en emploi. L'emploi des cadres est particulièrement concentré au cœur des grands pôles urbains. Les cadres sont ainsi sur-représentés dans les navettes pour rejoindre ou rester au sein de ces pôles, en particulier vers les deux métropoles régionales mais également vers la région parisienne. 45 % d'entre eux circulent ainsi au sein d'un grand pôle pour aller travailler, contre 28 % des ouvriers. Les personnes occupant des professions intermédiaires se déplacent un peu plus souvent que la moyenne de la couronne vers le pôle urbain.

Principales dynamiques emploi-population et mouvements de navetteurs de la région Centre-Val de Loire (Source : Insee Dossier Centre-Val de Loire N°4 « 25 axes structurent les mobilités régionales » - Insee RP 2009 – 2014)



II - Principales tendances de l'emploi et caractéristiques du marché du travail régional

2.1 - Une dynamique de l'emploi moins soutenue qu'à l'échelle nationale

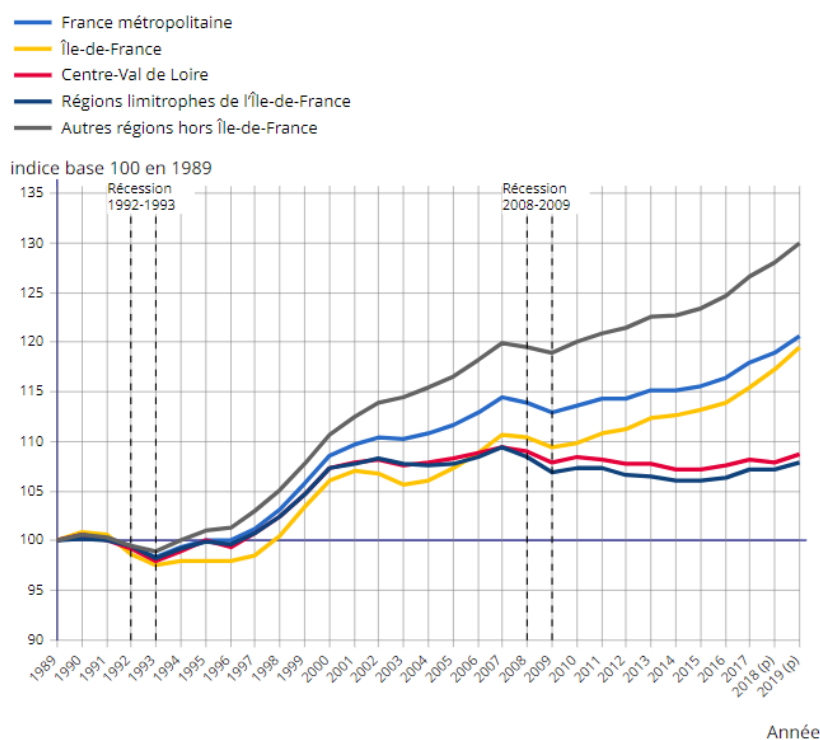
Au cours des trois dernières décennies (1989 – 2019), l'emploi a progressé de près de 9% en région Centre-Val de Loire. Sur cette période, l'emploi recule sensiblement dans le secteur primaire et secondaire. Le nombre d'emplois est ainsi divisé par deux dans l'agriculture : un effondrement des effectifs qui concerne principalement les non-salariés et qui illustre le passage d'un modèle d'exploitation familiale à celui d'entreprise agricole.

Dans le même temps, l'emploi industriel recule de 35% au cours des trente dernières années. Cette tendance est en partie liée à l'externalisation des activités tertiaires de l'industrie vers les services mais aussi et surtout aux importants gains de productivité (robotisation, cobotisation...). Il convient également de rajouter que l'accentuation de la concurrence internationale couplée à une augmentation des mouvements de délocalisation participent amplement à la contraction de l'emploi dans l'industrie.

Principal secteur employeur, le tertiaire (services marchands et non marchands) concentre aujourd'hui plus de 75% des emplois régionaux. Au cours de cette période d'observation de trente années, le tertiaire enregistre une progression de près de 35% soit l'équivalent d'environ 200 000 emplois supplémentaires. Cette dynamique est principalement portée par le secteur public (administration publique), le développement de l'intérim, l'externalisation par l'industrie de certaines activités, le développement des services liés au tourisme et des activités scientifiques, numériques et de conseil.

Les croissances observées à l'échelle régionale apparaissent toutefois sensiblement inférieures à celles enregistrées au niveau national. Cet écart résulte d'une moindre dynamique de l'emploi tertiaire et plus spécifiquement du tertiaire marchand en région. Les services marchands accusent effectivement d'un certain retard de développement avec une croissance inférieure de plus de 10 points par rapport au niveau national. C'est notamment la conséquence d'une moindre progression des emplois dans les activités touristiques, commerciales et numériques.

Evolution base 100 de l'emploi de 1989 à 2019 (Source : Insee analyses N°77 – Insee, Estimations d'emploi)

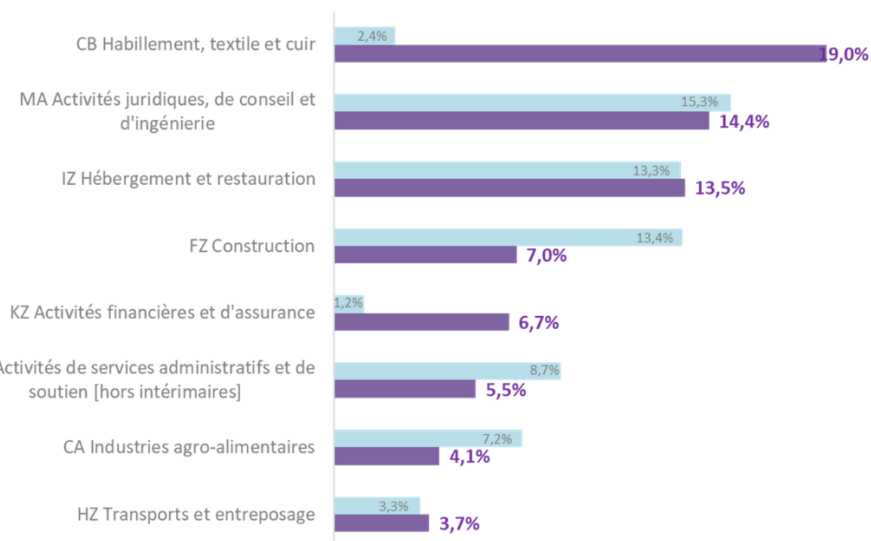


2.2 - Les dynamiques récentes de l'emploi salarié en région

Identification des secteurs les plus dynamiques en termes de croissance de l'emploi salarié du champ privé concurrentiel et commercial entre 2016 et 2021 :

En complément des tendances de fond observées au cours de ces dernières décennies, il convient d'apporter un regard sur les dynamiques récentes, notamment celles enregistrées au cours des cinq dernières années (2016-2021) en région.

Secteurs d'activité enregistrant les plus fortes hausses de l'emploi salarié privé entre 2016 et 2021 (Source : Acoess Urssaf)



Source : Insee – Acoess Urssaf 2021

France Métropole Centre-Val de Loire

Ce palmarès laisse apparaître plusieurs secteurs industriels, à l'instar de l'industrie de l'habillement, textile et cuir (plus spécifiquement la maroquinerie) ainsi que les industries agro-alimentaires.

Après une traversée du désert longue de plusieurs décennies, **la filière cuir/maroquinerie renoue avec la croissance à partir du milieu des années 2010**. Depuis 2015, le phénomène s'est même accéléré sous l'impulsion des Pouvoirs publics et des Maisons de haute couture qui ont souhaité privilégier de nouveau le Made in France. La forte croissance du secteur enregistrée au cours de ces dernières années permet à la région Centre-Val de Loire de se positionner comme l'un des principaux réseaux de sous-traitants des grands groupes internationaux comme Chanel, Vuitton ou Hermès. En 2022, on recense plus de 5000 salariés répartis dans près de 120 entreprises sur le territoire avec une prédominance des départements de l'Indre et du Cher qui sont historiquement des places fortes de l'industrie textile et cuir en région.

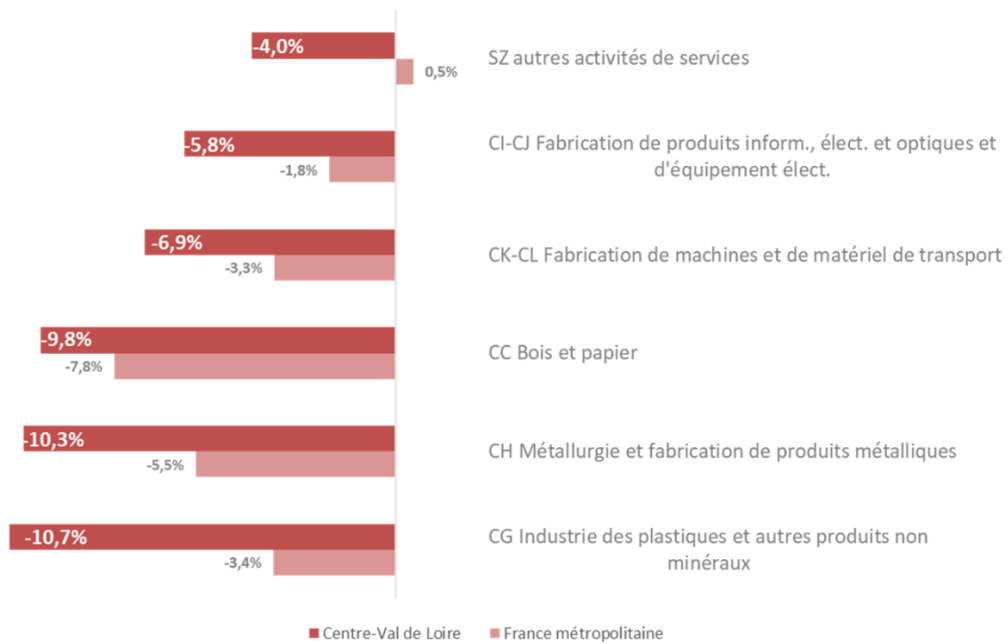
Bien qu'inférieur à la croissance nationale, **l'emploi salarié progresse de plus de 4% dans le secteur agroalimentaire en région**. Avec plus de 300 établissements qui emploient près de 12 000 salariés, le secteur occupe une place importante dans l'économie régionale. Si la région est surtout identifiée pour la production de céréales, l'industrie agroalimentaire de transformation constitue l'une des principales spécificités. Les dynamiques de l'emploi salarié portent principalement sur l'industrie laitière et dans une moindre mesure l'industrie de la viande.

Parmi les autres secteurs en forte croissance en région, il conviendra de noter **les activités de conseil et d'ingénierie qui bénéficient de la dynamique portée par la transformation numérique de l'industrie et des services**. Le secteur de l'hôtellerie restauration tire également son épingle du jeu avec une croissance de l'emploi salarié légèrement supérieure à celle enregistrée au niveau national. Avec le retour des touristes nationaux et internationaux, le secteur pourrait ainsi retrouver son niveau d'avant crise dès 2022.

Identification des secteurs où l'emploi salarié privé diminue le plus fortement entre 2016 et 2021 :

Plusieurs secteurs industriels continuent d'observer une baisse des effectifs salariés, une tendance qui s'est d'ailleurs amplifiée avec la crise sanitaire. La crise des marchés aéronautiques et automobiles a durement impacté l'écosystème industriel régional caractérisé par l'importance de la sous-traitance et des acteurs tributaires de la reprise de la demande de leur donneur d'ordre. C'est notamment le cas de l'industrie plasturgie et de la métallurgie qui souffrent d'une érosion des commandes mais également d'une problématique d'approvisionnement des matières premières.

Secteurs d'activité enregistrant les plus fortes baisses de l'emploi salarié privé entre 2016 et 2021 (*Source : Acoff Urssaf*)



Source : Insee – Acoff Urssaf 2021

Un recours à l'emploi intérimaire de nouveau comparable à la situation d'avant crise sanitaire

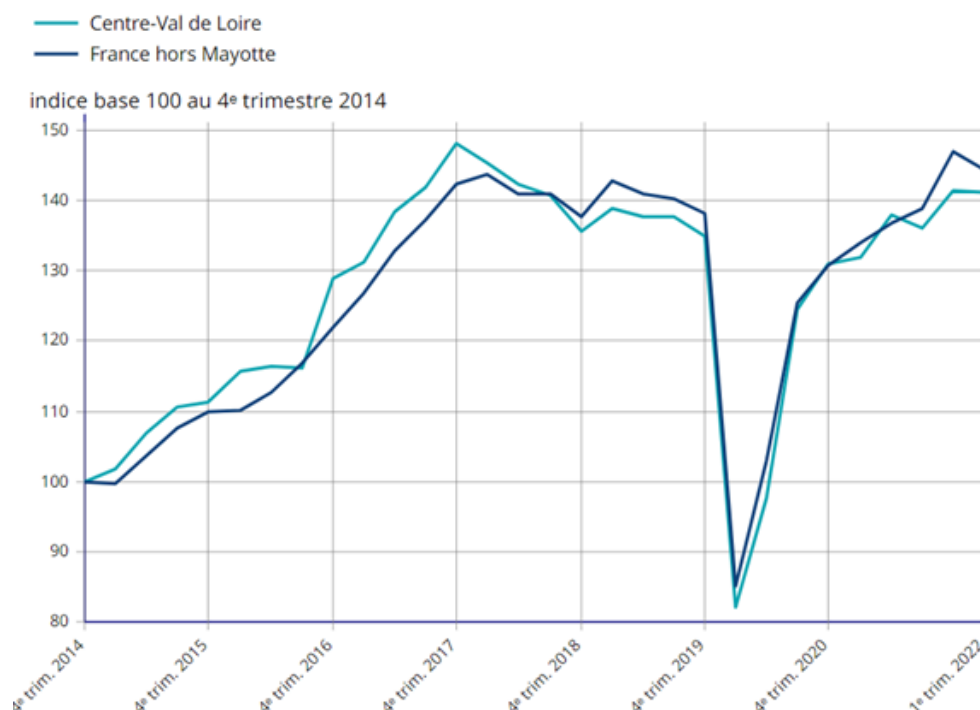
Etroitement corrélé à la conjoncture économique, le secteur du travail temporaire a été violemment impacté par les conséquences de la crise sanitaire. Au plus forte de la crise, le recours à l'intérim s'est ainsi effondré de plus de 80% en région Centre-Val de Loire.

Dès le troisième trimestre 2020, l'emploi temporaire progresse très fortement avant de retrouver rapidement son niveau d'avant crise dès le premier trimestre de l'année 2021.

Dans le secteur tertiaire, le travail temporaire bondit fortement dans les activités de transport-logistique, les activités immobilières ainsi que l'administration publique et le secteur de la santé.

En revanche, le secteur industriel peine à retrouver le niveau d'avant crise. En région, seulement l'industrie alimentaire et la fabrication d'équipement électriques en 2021 les valeurs du 1er semestre 2019.

Evolution de l'emploi intérimaire – Comparatif France / Centre-Val de Loire (Source : Insee, estimations d'emploi : estimations trimestrielles Acoff-Urssaf, Dares, Insee)



2.3 - Le niveau de chômage et les principales caractéristiques du marché du travail

Un recul historique du taux de chômage en région après une année 2020 en suspens...

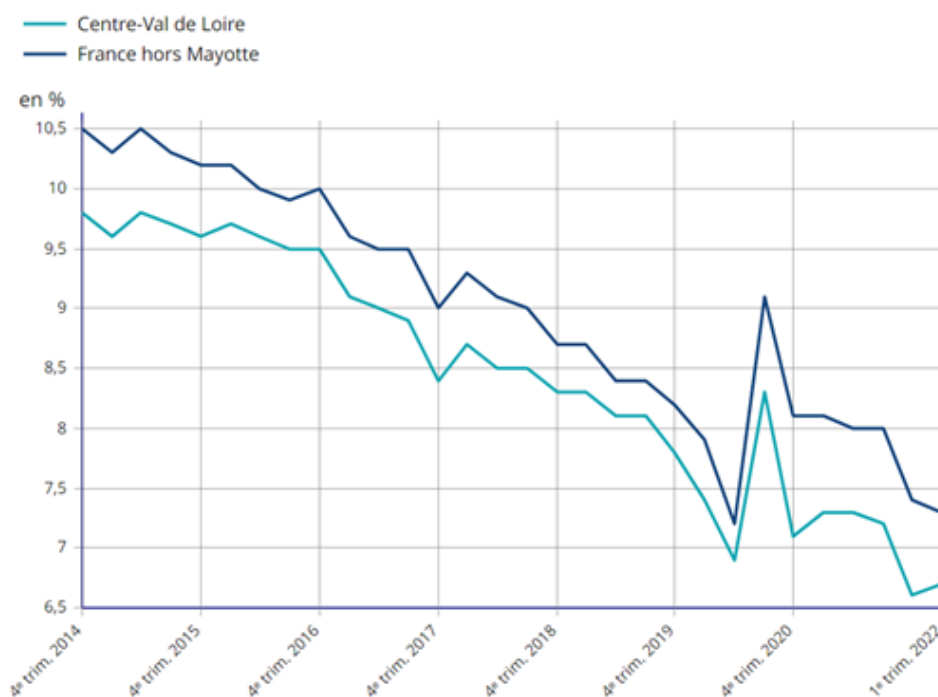
En 2021, le taux de chômage recule sensiblement en Centre-Val de Loire, à l'image de ce qui est observé à l'échelle nationale (7,4 %), pour atteindre un niveau qui n'avait pas été relevé depuis la fin de l'année 2008 (respectivement 6,6 % et 7,4 %). La demande d'emploi en catégorie A diminue également fortement dans la région (- 12,5 %) pour atteindre un niveau inédit depuis les dix dernières années. La baisse s'observe dans toutes les classes d'âge et encore plus nettement chez les moins de 25 ans (- 17,3 %).

Pour l'année 2021, l'ensemble des demandeurs d'emploi profitent de la reprise, notamment les jeunes :

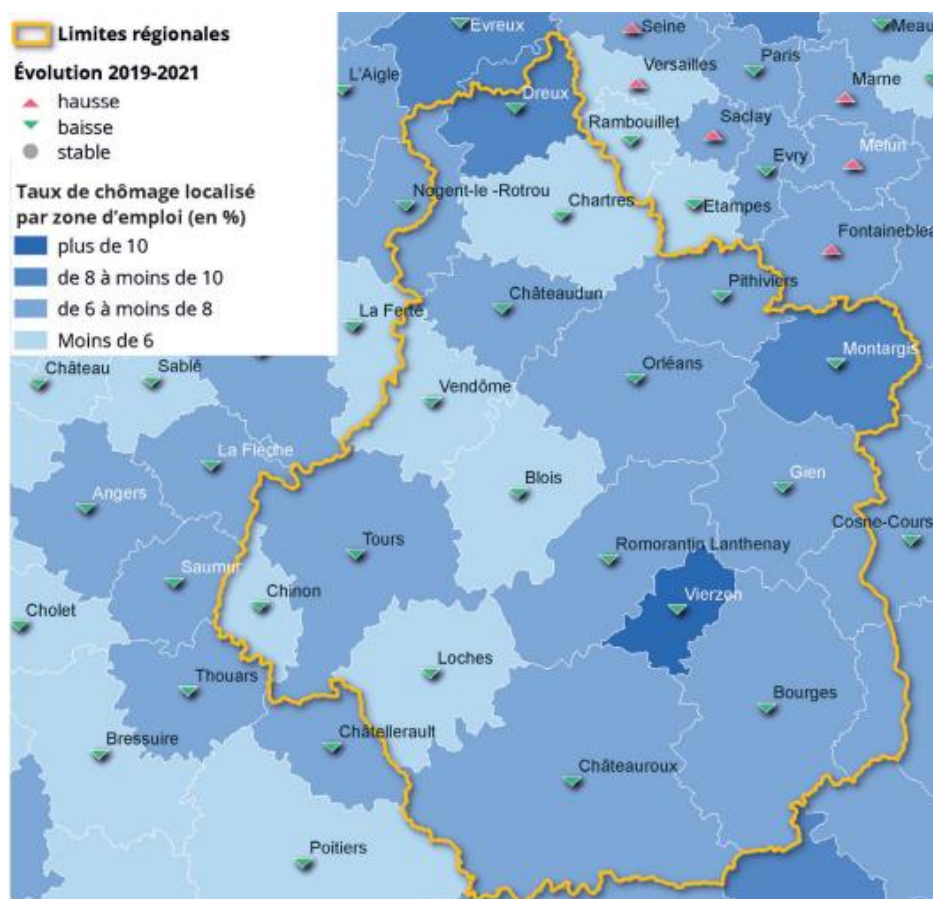
- le nombre d'inscrits recule dans toutes les catégories de demandeurs d'emploi ;
- le nombre d'offres d'emploi s'accroît significativement en 2021 ;
- le nombre de contrats aidés progresse fortement.

Toutes les zones d'emploi de la région bénéficient d'une baisse significative du taux de chômage entre 2019 et 2021. Au 1^{er} trimestre 2022, trois zones d'emploi maintiennent un niveau de chômage élevé : Vierzon (10,5%), Montargis (9,9%) et Dreux (8,3%). En revanche, le taux de chômage est inférieur à 6% dans plusieurs zones d'emploi du Loir-et-Cher (Blois, Vendôme) et de l'Indre-et-Loire (Loches, Chinon).

Evolution du Taux de chômage – comparatif France/ Centre-Val de Loire (Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisés)



Taux de chômage localisé par zone d'emploi au 4^{ème} trimestre 2021 et évolution 2019 – 2021 (Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé)



La part des jeunes dans la DEFM en repli mais en augmentation chez les séniors

Fin 2021, près de 208 000 demandeurs d'emploi (catégories A,B et C) sont recensés. Parmi eux, 14% sont des jeunes de moins de 25 ans et 27% des séniors de 50 ans et plus. Au cours des dix dernières années, la proportion des jeunes dans la DEFM a reculé de plus de cinq points, une contraction particulièrement perceptible depuis la fin des années 2010.

A contrario, la part des séniors gagne plus de 8 points par rapport à 2010. Cette augmentation est quasi continue jusqu'en 2018 avant de retrouver une certaine stabilité. Sensiblement plus faible que pour l'ensemble des actifs, le taux de chômage des 55-64 ans (inférieur à 6%) suit une tendance proche de celui des autres tranches d'âge. Mais il convient de noter une nette augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi, liée en partie à l'arrivée des générations du baby-boom dans cette tranche d'âge, et à la fin de la dispense de recherche d'emploi pour les plus de 50 ans. Les séniors restent également plus durablement au chômage. En effet, la durée d'inscription des demandeurs d'emploi de 55 ans ou plus est deux fois plus longue que la moyenne tous âges confondus.

La part des femmes parmi les demandeurs d'emploi en fin de mois (inscrits à Pôle emploi) est constante depuis au moins 11 ans. Cette dernière varie ainsi de 51% à 52%. Bien que l'écart se réduise, la situation des femmes sur le marché du travail reste plus défavorable que celle des hommes. Les caractéristiques des emplois des femmes et des hommes restent éloignées, à l'exception de la proportion de salariés en contrat temporaire qui diffère peu selon le sexe. Plus de trois femmes en emploi sur dix travaillent à temps partiel et près de 10 % sont en situation de sous-emploi (temps partiel subit ou chômage partiel).

Une forte progression du nombre d'offres d'emploi mais des besoins en main d'œuvre dans des domaines d'activité très spécifiques

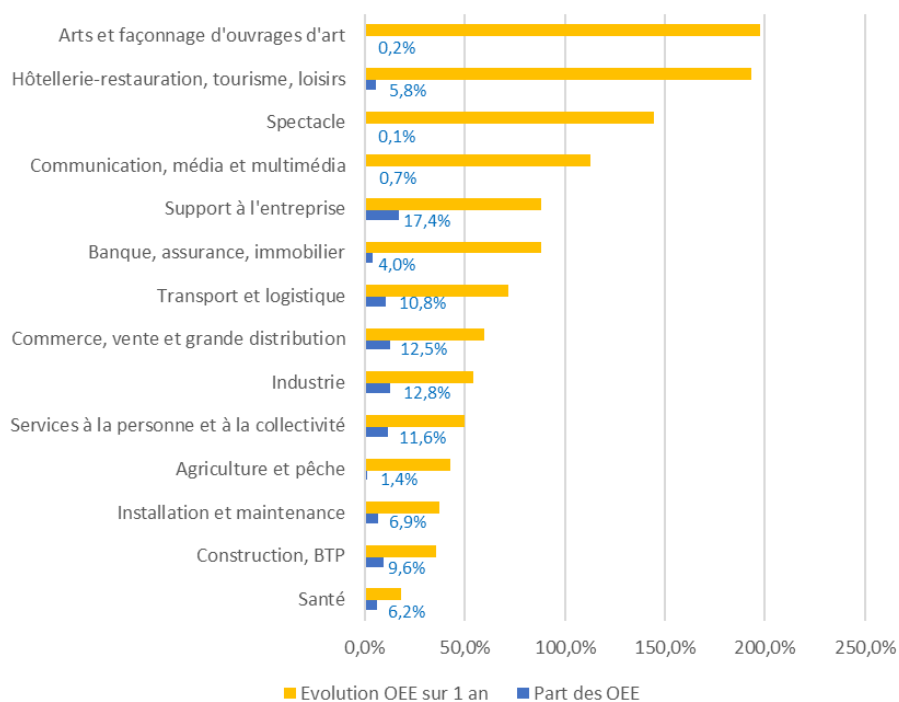
Après une année 2020 marquée par un ralentissement de l'activité économique et un recul du nombre d'offres d'emploi enregistrées, l'année 2021 fait au contraire apparaître une hausse importante du volume d'offres d'emploi diffusées en région Centre (+60% tous domaines professionnels confondus entre le 4^{ème} trimestre 2021 et le 4^{ème} trimestre 2020).

L'ensemble des domaines professionnels sont concernés par ces hausses tels que le support à entreprise (comptabilité, gestion, secrétariat, marketing...), le transport et logistique, le commerce ou encore l'industrie qui progressent respectivement de 88%, 72%, 60% et 54%.

L'analyse de l'évolution des offres d'emploi à l'échelle du métier permet toutefois de relever d'importantes disparités. Ainsi, les métiers liés à la logistique (magasinage et préparation de commandes, manutention manuelle de charges, conduite d'engins de déplacement des charges), aux services à la personne (services domestiques) et à l'hôtellerie-restauration (personnel de cuisine, personnel polyvalent en restauration) présentent les plus fortes dynamiques des besoins de recrutement déclarés par les employeurs.

En revanche, les plus fortes évolutions à la baisse concernent notamment le montage de structures métalliques, l'accompagnement médicosocial ou encore la relation commerciale auprès de particuliers.

Evolution annuelle des offres d'emploi diffusées par grands domaines professionnels entre le T4 2020 et le T4 2021 en région Centre-Val de Loire (Source Pôle emploi, Diagnostic régional, mars 2022)



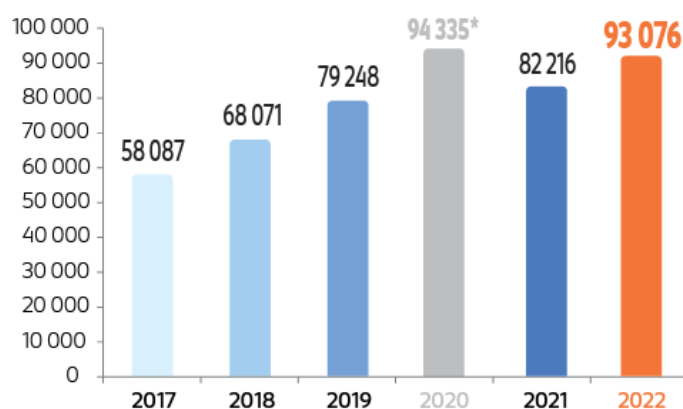
III – Les besoins en emplois et métiers en tension

3.1 - Des projets de recrutement en forte progression par rapport à la situation d'avant crise sanitaire (2019)

Selon les résultats de la dernière enquête BMO 2022 Pôle emploi - CREDOC, les intentions d'embauche recensées en région CVL augmentent sensiblement par rapport à 2019, année de référence avant la crise de la COVID-19. Ces dernières sont effectivement en progression de +17.4%, passant ainsi de 79 248 projets de recrutements en 2019 à 93 076 pour 2022. Par ailleurs, il convient de noter que ces projets de recrutements concernent près de 31.5% des établissements employeurs de la région (déclarant avoir l'intention d'embaucher au cours de l'année).

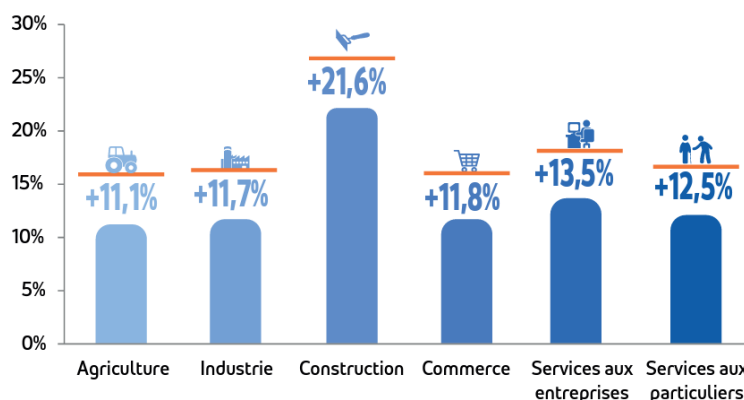
Cette dynamique des projets de recrutement s'inscrit également dans une tendance plus générale de croissance de l'emploi salarié en région depuis le 2^{ème} trimestre 2020. En effet, entre le T2 2020 et le T2 2022, l'emploi a progressé de 5.1% soit l'équivalent de de plus de 31 000 emplois salariés supplémentaires (+1.2% par rapport au T2 2021). La tendance reste également positive par rapport à la situation d'avant crise sanitaire (+1.9% par rapport au T2 2019 soit plus de 12 000 emplois salariés supplémentaires). Il s'agit d'ailleurs d'un niveau d'emploi historique pour la région Centre, dépassant le record enregistré au second trimestre 2011.

Evolution du nombre de projets de recrutement (Source : Enquête BMO 2022, Pôle emploi - CREDOC, Illustration Pôle emploi)



Toujours selon les résultats de l'enquête BMO, les intentions d'embauche pour l'année 2022 semblent augmenter dans l'ensemble des secteurs d'activité. Les activités de services qui concentrent plus de la moitié des besoins de main d'œuvre de la région, présentent une augmentation de plus de 13% dans les services aux entreprises (2300 projets de recrutement supplémentaires en un an) et de 12.5% dans les services aux particuliers (soit plus de 3600 projets sur un an). Le secteur de la construction se distingue en affichant la plus forte progression des projets de recrutement par rapport à 2021 (+21.6% soit l'équivalent de près de 1600 projets).

Evolution entre 2021 et 2022 du nombre de projets de recrutement par secteur d'activité (Source : Enquête BMO 2022, Pôle emploi - CREDOC, Illustration Pôle emploi)



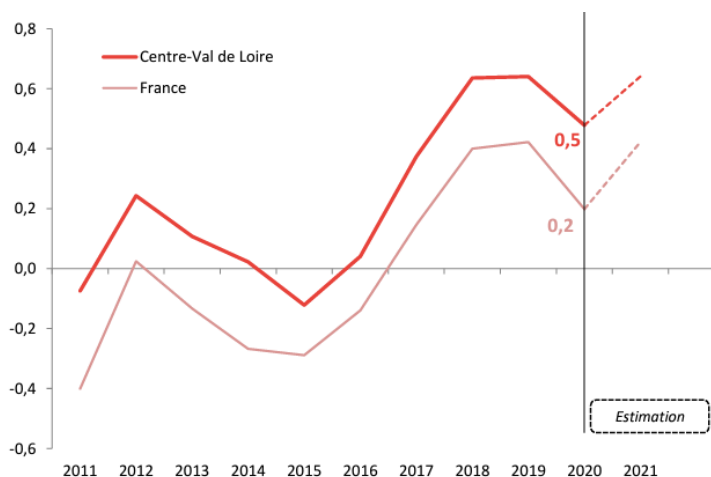
3.2 - Principales tendances des difficultés de recrutement sur le marché du travail / Des tensions sur le marché du travail plus fortes en région Centre-Val de Loire

A l'instar des observations faites à l'échelle nationale, les tensions sur le marché du travail en région progressent fortement dès le milieu des années 2010 avant de reculer au cours de l'année 2020, année particulièrement touchée par la crise sanitaire. En 2021, les taux de tension estimés tendraient à progresser de nouveau, sous l'effet d'une hausse des besoins de recrutement mais également d'une érosion du volume de main-d'œuvre disponible.

Comparée à l'échelle nationale, la région Centre-Val de Loire affiche un taux de tension systématiquement supérieur, et cela depuis au moins 10 ans.

Ces difficultés de recrutement peuvent toutefois varier selon les domaines professionnels. Si le BTP et l'Industrie présentent les plus forts taux de tension, le tertiaire et surtout l'agriculture se situent, au global, en-dessous de la moyenne régionale. Il convient de nuancer en précisant que certains métiers du tertiaire affichent des tensions particulièrement élevées, comme cela est le cas pour les métiers de la « Santé, action sociale », « Hôtellerie, restauration » ou encore « Informatique et télécommunications ».

Evolution des tensions sur le marché du travail en région centre-Val de Loire (Source : Pôle emploi – Dares, métiers en tension, Illustration Pôle emploi)



3.3 - Identification des métiers affichant les taux de tension les plus élevés et facteurs susceptibles d'expliquer l'origine des tensions

TOP 30 des métiers les plus en tension en 2021 en région Centre-Val de Loire (Source : Pôle emploi – Dares, métiers en tension, Traitement GIP Alfa Centre-Val de Loire)

Métiers (fap 225)	Emploi moyen	Tension	Intensité d'embauches - discret	Lien formation-emploi - discret	Manque de main d'oeuvre disponible - discret	Non-durabilité de l'emploi - discret	Conditions de travail contraignantes - discret	Inadéquation géographique - discret
Ingénieurs du bâtiment et des travaux publics, chefs de chantier et conducteurs de travaux (cadres)	2168	3,7	5	4	3	1	1	4
Techniciens en mécanique et travail des métaux	7086	3,7	1	4	5	3	2	5
Techniciens en électricité et en électronique	4314	3,3	1	5	5	1	2	4
Cadres des assurances	2574	3,0	2	3	5	1	1	5
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en informatique, chefs de projets informatiques	5744	3,0	5	5	4	1	1	2
Chefs de chantier, conducteurs de travaux (non cadres)	3062	2,8	5	5	5	1	4	3
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et de l'environnement	12776	2,6	5	4	4	2	2	2
Infirmiers	18466	2,5	3	5	5	3	3	1
Ingénieurs et cadres technico-commerciaux	5654	2,4	5	1	5	1	1	2
Régleurs	2347	2,4	2	5	5	4	4	5
Techniciens experts	5382	2,3	1	1	5	1	2	4
Ouvriers non qualifiés en métallurgie, verre, céramique et matériaux de construction	1106	2,2	2	1	5	4	4	5
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement (industrie)	8384	2,1	3	4	5	1	1	1
Dessinateurs en mécanique et travail des métaux	1543	2,1	5	5	4	1	1	4
Cadres techniques de la maintenance et de l'environnement	1902	2,1	5	4	4	1	1	2
Techniciens des services comptables et financiers	4528	2,1	3	5	5	1	1	2
Représentants auprès des particuliers	3239	2,1	5	3	3	1	2	4
Dessinateurs en bâtiment et en travaux publics	626	2,0	5	5	3	1	1	3
Ingénieurs des méthodes de production, du contrôle qualité	3341	2,0	5	1	4	1	1	1
Couvreurs	2377	2,0	5	4	4	2	4	4
Ingénieurs et cadres de la logistique, du planning et de l'ordonnancement	1561	1,9	5	4	4	2	1	4
Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)	10369	1,9	5	1	4	1	1	1
Ouvriers qualifiés de la maintenance en mécanique	3383	1,8	3	5	5	2	4	5
Spécialistes de l'appareillage médical	1548	1,8	4	5	5	1	3	4
Techniciens et chargés d'études du bâtiment et des travaux publics	5642	1,8	3	4	5	1	3	2
Techniciens des assurances	4916	1,8	1	4	5	2	1	5
Professionnels du travail de la pierre et des matériaux associés	680	1,8	4	4	5	3	3	5
Plombiers, chauffagistes	2780	1,7	5	5	4	3	3	4
Conducteurs routiers	12909	1,7	5	4	4	3	4	4
Électriciens du bâtiment	2959	1,7	5	5	3	3	4	3

Note de lecture : en 2021, l'indicateur synthétique de tension¹ sur le marché du travail pour le métier de « techniciens en mécanique et travail des métaux » atteint 3.7. Le manque de main-d'œuvre et l'inadéquation géographique y sont très élevés (niveau 5, en rouge). L'intensité d'embauche est relativement faible (niveau 1, en vert foncé) et les conditions de travail plutôt relativement peu contraignantes (niveau 2, en vert clair).

¹ Les tensions sur le marché du travail sont mesurées ici à l'aide d'un indicateur synthétique prenant en compte trois dimensions : les difficultés de recrutement anticipées par les employeurs ; le nombre d'offres d'emploi rapportées au nombre de demandeurs d'emploi ; la facilité des demandeurs d'emploi à retrouver un emploi. Cet indicateur est accompagné par six indicateurs complémentaires éclairant les causes des tensions

TOP 30 des métiers associant une tension élevée (supérieure à 1) et un fort niveau d'emploi moyen en 2021 en région Centre-Val de Loire (Source : Pôle emploi – Dares, métiers en tension, Traitement GIP Alfa Centre-Val de Loire)

Métiers (fap 225)	Emploi moyen	Tension	Intensité d'embauches - discret	Lien formation-emploi - discret	Manque de main d'oeuvre disponible - discret	Non-durabilité de l'emploi - discret	Conditions de travail contraignantes - discret	Inadéquation géographique - discret
Aides-soignants	26259	1,2	2	5	5	3	4	1
Aides à domicile et aides ménagères	22708	1,5	2	1	4	3	4	3
Infirmiers	18466	2,5	3	5	5	3	3	1
Attachés commerciaux	14009	1,5	4	3	5	1	2	2
Conducteurs routiers	12909	1,7	5	4	4	3	4	4
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et de l'environnement	12776	2,6	5	4	4	2	2	2
Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)	10369	1,9	5	1	4	1	1	1
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement (industrie)	8384	2,1	3	4	5	1	1	1
Techniciens des industries de process	8256	1,2	3	3	5	2	3	2
Cuisiniers	7290	1,1	5	5	3	3	5	1
Maçons	7110	1,5	5	4	4	3	4	4
Techniciens en mécanique et travail des métaux	7086	3,7	1	4	5	3	2	5
Autres ouvriers qualifiés des industries chimiques et plastiques	6108	1,1	1	1	5	2	5	4
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en informatique, chefs de projets informatiques	5744	3,0	5	5	4	1	1	2
Techniciens médicaux et préparateurs	5730	1,4	1	5	5	2	4	2
Ingénieurs et cadres technico-commerciaux	5654	2,4	5	1	5	1	1	2
Techniciens et chargés d'études du bâtiment et des travaux publics	5642	1,8	3	4	5	1	3	2
Monteurs, ajusteurs et autres ouvriers qualifiés de la mécanique	5542	1,6	3	4	4	3	4	5
Cadres commerciaux, acheteurs et cadres de la mercatique	5463	1,0	5	4	2	1	1	1
Techniciens experts	5382	2,3	1	1	5	1	2	4
Techniciens des assurances	4916	1,8	1	4	5	2	1	5
Ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement de métal	4851	1,2	5	4	4	3	5	3
Formateurs	4698	1,2	4	1	4	2	1	1
Ouvriers non qualifiés du second œuvre du bâtiment	4582	1,1	5	1	2	3	3	4
Ingénieurs et cadres de fabrication et de la production	4565	1,5	5	3	5	1	1	2
Techniciens des services comptables et financiers	4528	2,1	3	5	5	1	1	2
Conducteurs de transport en commun sur route	4488	1,4	3	1	4	4	4	4
Techniciens en électricité et en électronique	4314	3,3	1	5	5	1	2	4
Mécaniciens et électroniciens de véhicules	4031	1,3	5	5	3	1	4	2
Responsables logistiques (non cadres)	3773	1,6	5	1	3	2	2	1

En 2021, le niveau des tensions reste très supérieur à la moyenne dans l'industrie et le BTP, mais les facteurs à l'origine de ces tensions diffèrent. Dans l'industrie, les tensions semblent davantage liées à un manque de main-d'œuvre disponible, alors que dans le BTP, l'intensité d'embauches contribue davantage à ces difficultés de recrutement. Dans l'informatique et les télécommunications, plusieurs facteurs peuvent impacter ces tensions : une forte intensité d'embauches, un déficit de formation et un manque de main-d'œuvre disponible. Concernant les métiers de la santé, leur exercice nécessite des compétences et formations spécifiques, qui se traduit par un lien fort entre formation et emploi. Les conditions de travail y sont aussi plus souvent contraignantes que dans l'ensemble des métiers. Ajoutés au manque de main-d'œuvre disponible, ces deux facteurs expliqueraient en grande partie les tensions sur le marché du travail.

Parmi les métiers les plus en tension en 2021 en région, une grande majorité font face à un vivier réduit et les deux tiers recrutent intensément (forte ou très forte intensité d'embauches). La quasi-totalité des métiers du top 30 requièrent des formations spécifiques (fort et très fort lien formation-emploi).

Dans quelques cas comme celui des cadres commerciaux, l'inadéquation est plutôt qualitative : le métier apparaît en tension malgré un vivier de main d'œuvre à priori suffisant. Dans ce cas, les tensions proviennent plutôt d'un déficit de formation et surtout d'un très fort besoin de recrutement.

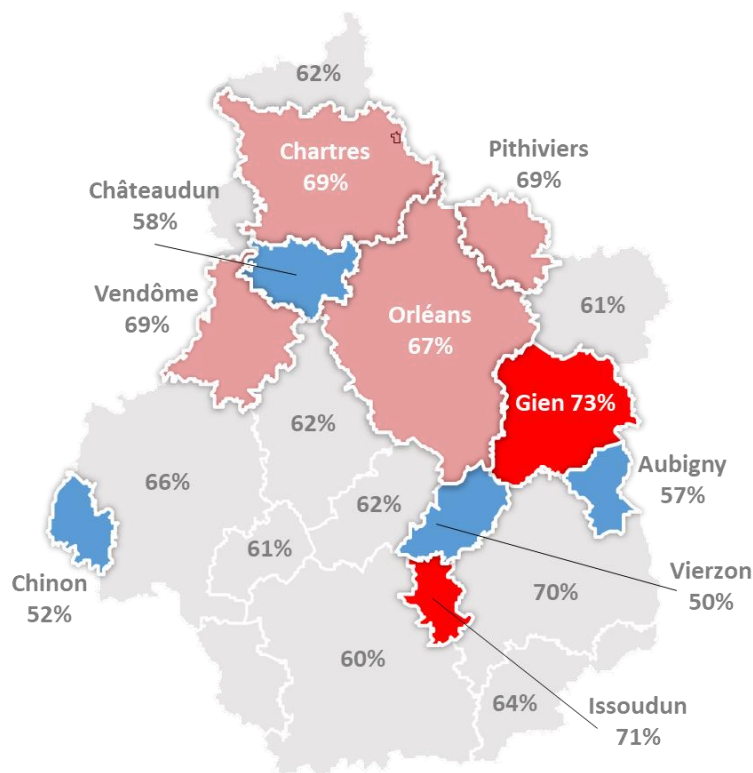
La moitié des métiers du top 30 offrent des conditions d'emploi globalement plus satisfaisantes que la moyenne. En revanche, pour certains autres métiers, à l'image des cuisiniers, les ouvriers qualifiés des industries chimiques et plastiques, les ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement de métal, les conditions de travail sont jugées contraignantes (en rouge dans le tableau), expliquant tout au moins en partie les tensions de recrutement.

La répartition géographique de l'offre peut différer de celle de la demande de travail pour un certain nombre de métiers en région. C'est notamment le cas pour les techniciens en mécanique et travail des métaux, les techniciens et cadres des assurances, les régleurs ou encore les ouvriers qualifiés de la maintenance en mécanique.

3.4 - Les difficultés de recrutement variables selon les bassins d'emploi

L'analyse des résultats de l'enquête BMO 2022 permet de mieux appréhender les écarts pouvant exister entre les différents bassins d'emploi. Ainsi la part des projets de recrutement jugés difficiles varie entre 50,0% et 73,0%. Les plus fortes tensions concernent les bassins d'emploi de Gien (73,0%) et d'Issoudun (70,7%). A l'inverse, Vierzon (50,0%), Chinon (52,1%), Châteaudun (54,6%) et Aubigny-sur-Nère (57,0%) affichent les tensions les plus faibles.

Part de projets de recrutement jugés en tension par les employeurs selon le bassin d'emploi : identification des parts les plus fortes et les parts les plus faibles (Source : Enquête BMO 2022, Pôle emploi - CREDOC, Cartographie Pôle emploi)



IV - Formation et orientation tout au long de la vie

4.1 La formation professionnelle initiale des jeunes

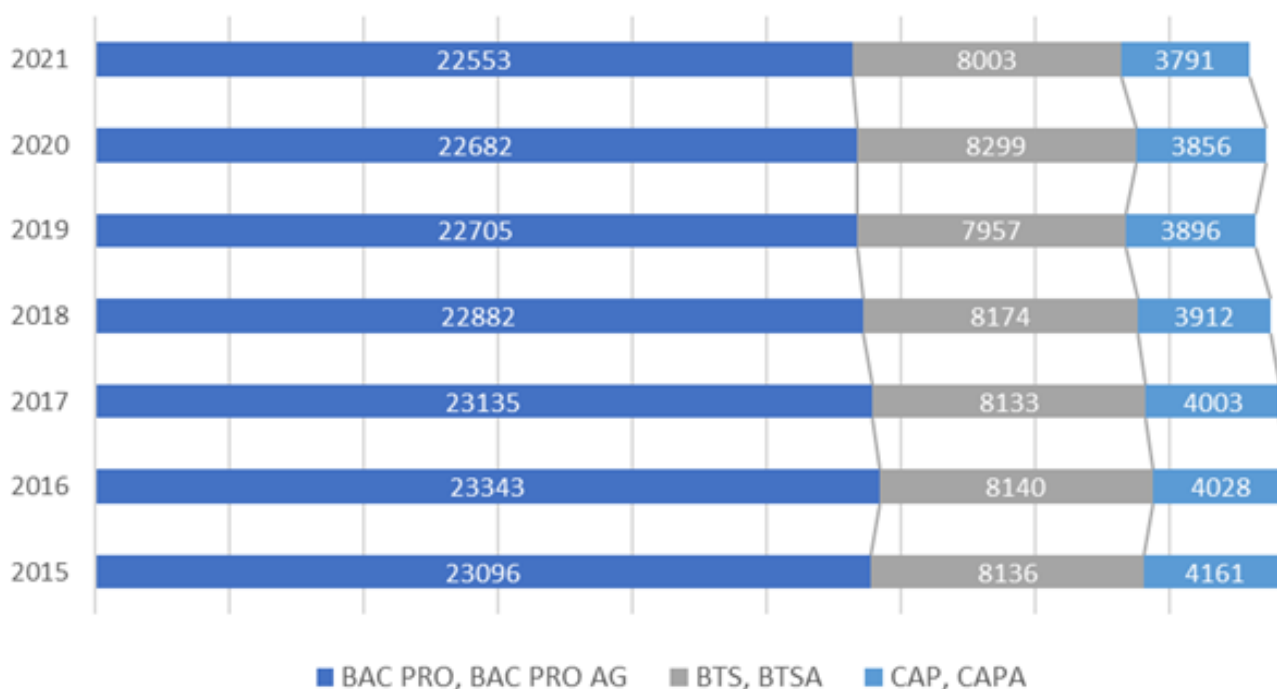
Légère érosion des effectifs inscrits en formation professionnelle voie scolaire

34 347 jeunes inscrits dans un lycée professionnel en Centre-Val de Loire à la rentrée 2021. Les 2/3 d'entre eux suivent une formation de type BAC PRO (y compris formations agricoles). 23% sont en BTS et 11% en CAP ou CAPA. Cette répartition est similaire à celle observée en 2015.

Entre 2015 et 2021, le nombre de jeunes inscrits en formation initiale professionnelle affiche une baisse de l'ordre de 3% (soit l'équivalent de 1046 jeunes en moins).

Selon les travaux menés par la DEPP² (Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance), la baisse des effectifs inscrits en formation initiale dans le second degré devrait se poursuivre jusqu'en 2025 voire même s'amplifier dès la rentrée 2026. Ces évolutions, principalement liée à la démographie et plus spécifiquement à l'érosion de la base de la pyramide des âges (baisse de la part et du volume des moins de 25 ans), semblent davantage affecter les élèves inscrits dans les formations professionnelles, alors que les effectifs des lycées généraux et technologiques resteraient stables voire à augmenter légèrement.

Nombre d'élèves inscrits selon le niveau de formation en région Centre-Val de Loire (Source : Rectorat Académie Orléans-Tours, DRAAF, Traitement GIP Alfa Centre-Val de Loire)



² La DEPP est responsable du système d'information statistique du ministère chargé de l'éducation nationale.

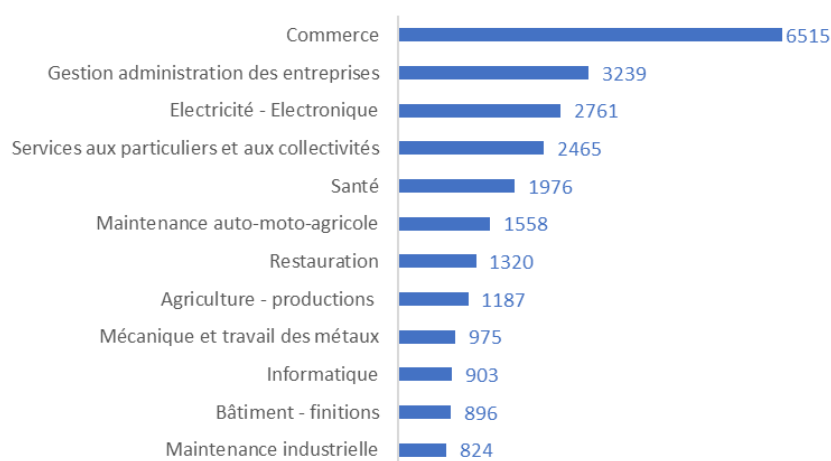
Une évolution des effectifs inscrits très variable selon les filières de formation

70% des formations sont concentrées dans 12 domaines de formation (sur 42 au total). Le commerce est celui qui regroupe le plus grand nombre d'inscrits (19% en 2021). La gestion administration des entreprises arrive en seconde place (9% des jeunes). L'électricité-électronique est le premier domaine relatif à la production. Il regroupe 8% des jeunes en formation.

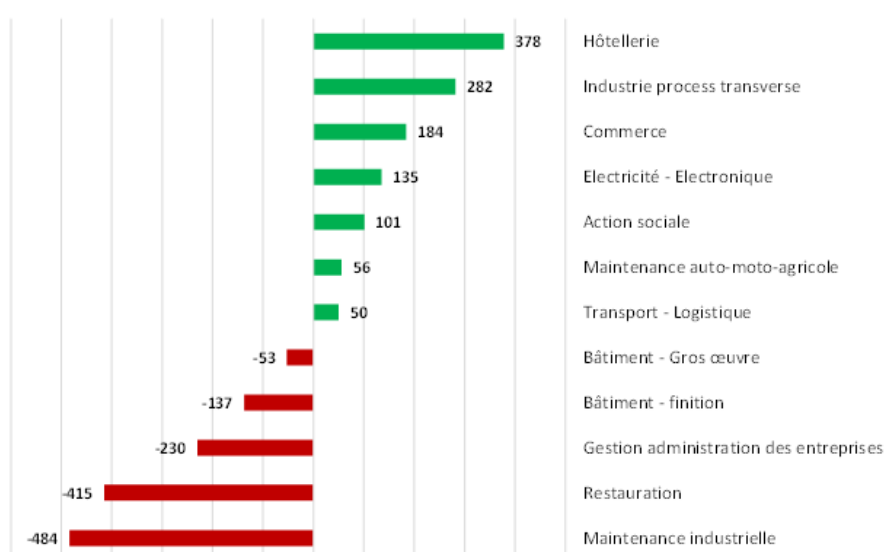
En trois ans, l'évolution par domaine de formation met en évidence des hausses d'effectifs dans les domaines de formation associés à l'hôtellerie, l'industrie de process, le commerce, l'électricité-électronique et l'action sociale notamment.

A l'inverse, le volume d'inscrits dans les formations professionnelles sous statut scolaire diminue sensiblement dans les formations de la maintenance industrielle, la restauration, la gestion administration et dans une moindre mesure le bâtiment (gros œuvre et second œuvre).

Répartition des effectifs inscrits dans les formations professionnelles voie scolaire dans les grands domaines de formation, rentrée 2021 (Source : Rectorat Académie Orléans-Tours, DRAAF, traitement GIP Alfa Centre-Val de Loire)



Evolution du nombre d'inscrits entre 2019 et 2021 par domaine de formation en région Centre-Val de Loire : plus fortes hausses et plus fortes baisses (Source : Rectorat Académie Orléans-Tours, DRAAF, traitement GIP Alfa Centre-Val de Loire)



4.2 Panorama de l'offre de formation par apprentissage

Les organismes de formation par apprentissage

La loi du 5 septembre 2018 « *Pour la liberté de choisir son avenir professionnel* » apporte de profondes mutations au système de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage. Elle en modifie les modalités de financement, les dispositifs, la gouvernance et la nature des missions des organismes paritaires gestionnaires de fonds. Elle ouvre ainsi le champ des Centres de formation par apprentissage en permettant à tout dispensateur de formation déclaré, de mettre en œuvre des actions d'apprentissage.

En 2022, 80 organismes de formation par apprentissage (OFA-CFA) sont déclarés en région Centre-Val de Loire. Ce nombre est en augmentation de 6% par rapport à 2021. Parmi ces organismes déclarés, plus de 9 sur 10 sont certifiés Qualiopi « actions de formation par apprentissage ».

Il convient de préciser qu'un organisme de formation par apprentissage (OFA-CFA) a en moyenne 2 à 5 sites de formation. Ainsi, la région compte 264 lieux possibles de formation par apprentissage.

Par ailleurs, 27 OFA-CFA déclarés en dehors de la région Centre-Val de Loire proposent des sessions en apprentissage à partir d'un site formateur localisé sur le territoire régional.

Une offre de formation par apprentissage qui s'étoffe et globalement en cohérence avec les caractéristiques du tissu économique régional

1619 sessions de formation par apprentissage sont en cours ou débutent d'ici la fin de l'année 2022. Ce volume apparait en augmentation de +25% par rapport à l'année précédente. Ces sessions couvrent 598 certifications³ différentes.

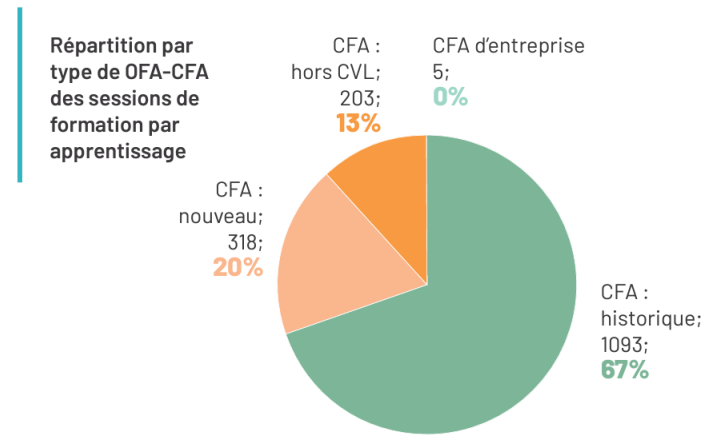
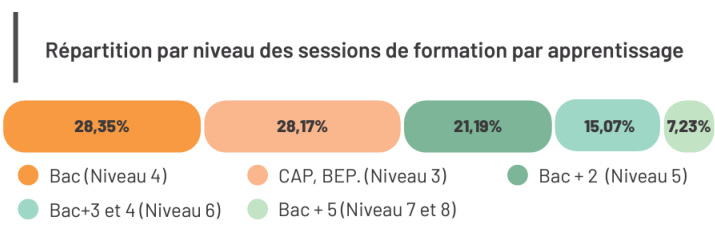
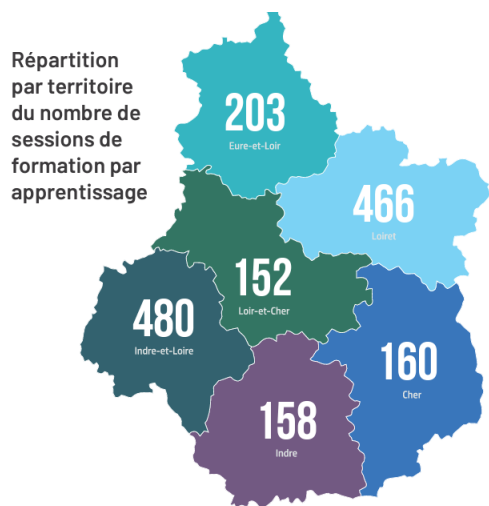
La répartition de cette offre de formation sur le territoire régional apparait encore hétérogène. En effet, près de 6 sessions sur 10 sont concentrées dans les départements du Loiret et de l'Indre-et-Loire.

En 2022, 58% de l'offre de formation se concentre sur les niveaux CAP-BEP (Niveau 3) et BAC (Niveau 4). L'offre se développe néanmoins sur les niveaux du supérieur depuis 2021 (+59% sur les niveaux Bac+3 et 4, +36% sur les niveaux Bac+5 et plus).

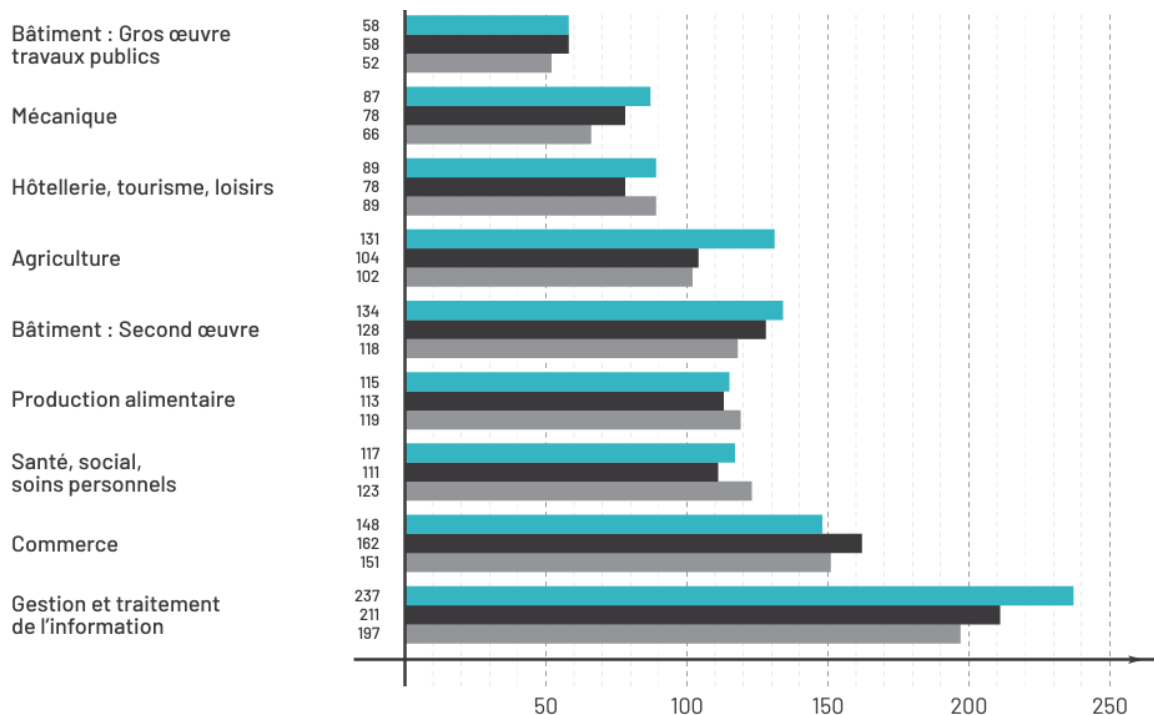
L'offre de formation en apprentissage se concentre en région autour des domaines « Gestion et traitement de l'information » (12%) pour des formations concernant les fonctions transverses des entreprises et des administrations (secrétariat administration, comptabilité, gestion, banque-assurance...), « Commerce » (8%), « Bâtiment : second œuvre » (7%), « Agriculture » (6%) et « Santé, social, soins personnels » (6%). Les domaines associés aux métiers de production sont également représentés, notamment en mécanique (66 sessions en 2022), le travail des métaux (46 sessions) ou encore la transformation de matériaux, procédés (47 sessions).

³ Code Certif-Info

Infographie Etat des lieux de l'offre de formation par apprentissage 2022 en région Centre-Val de Loire (Source : GIP Alfa Centre-Val de Loire, Réseau des Carif-Oref, Graphisme : Vent-en-poupe)



Evolution des sessions en apprentissage par domaine GFE depuis 2020 (Source : GIP Alfa Centre-Val de Loire, Graphisme : Vent-en-poupe)



NOMBRE DE SESSIONS PAR APPRENTISSAGE



Une session par apprentissage peut correspondre à un ou plusieurs GFE, c'est pourquoi elle peut-être comptée plusieurs fois.

Les apprentis dans les CFA publics et privés de l'académie d'Orléans-Tours en 2020 : une tendance à la hausse notamment dans le supérieur

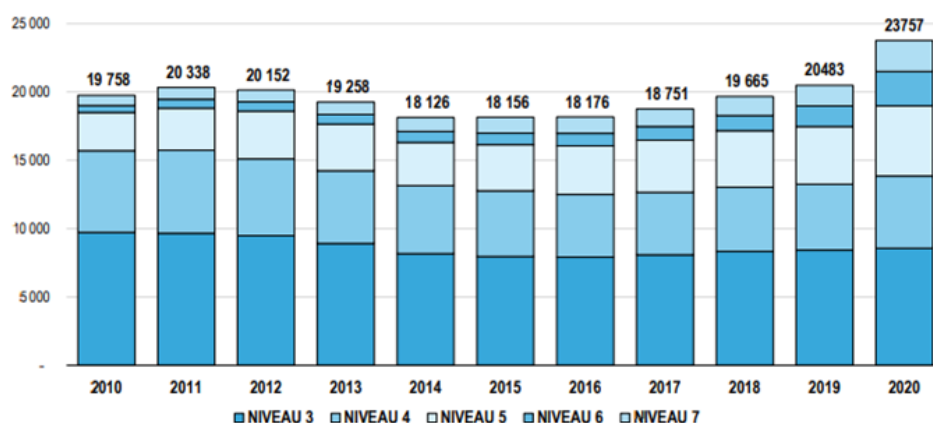
Au 31 décembre 2020, 23 757 apprentis sont comptabilisés en région Centre-Val de Loire, soit une hausse de 16% par rapport à 2019 (+3 274 apprentis). Cette augmentation des effectifs accentue la progression déjà engagée depuis 2014, faisant suite à une baisse de 11% entre 2011 et 2014. A titre de comparaison, l'effectif croît de 31.5% au niveau national.

En région Centre-Val de Loire, le nombre d'apprentis augmente plus rapidement dans le supérieur que dans le secondaire. Les entrées en apprentissage sont en hausse, notamment en Section de Technicien Supérieur. Cependant, seuls 42 % des apprentis de la région suivent des études supérieures contre 51 % au niveau national. Le CAP demeure le principal diplôme préparé (34 %) malgré une légère baisse des effectifs.

Quel que soit le niveau de formation, on observe une hausse du nombre d'apprentis entre 2019 et 2020 plus importante dans le secteur des services (+27,9%) que dans le secteur de la production (+6,9%).

Au cours de la période d'observation (2019-2020), l'ensemble des domaines de formation connaissent une augmentation de leurs effectifs, à l'exception de la coiffure, esthétique et de l'accueil, hôtellerie et tourisme. Les plus fortes hausses sont observées dans le domaine « communication et information » (+56 % soit 381 apprentis supplémentaires), et surtout, en termes de volume, dans le domaine « échanges et gestion » avec 1 732 apprentis supplémentaires dont 869 dans la seule spécialité du commerce et de la vente.

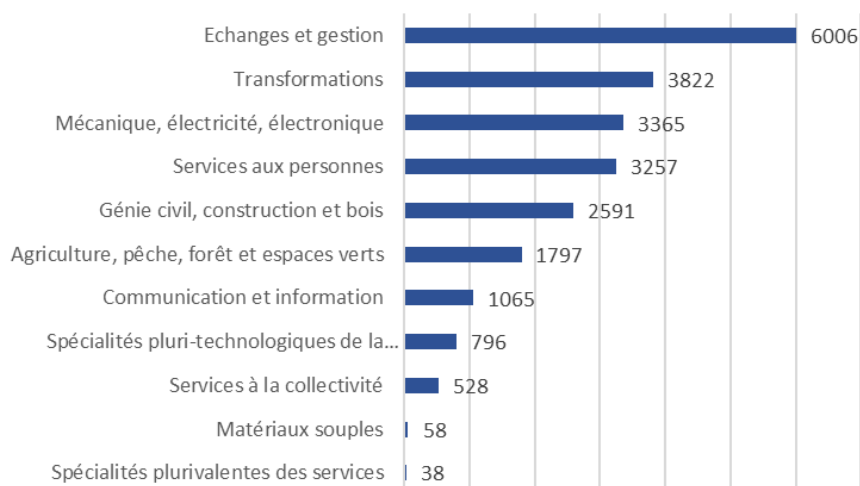
Evolution du nombre d'apprentis de l'académie Orléans-Tours par niveau (Source : Rectorat Académie Orléans-Tours– DEP-RERS-DEPP)



Lecture : En 2010, dans l'académie, on comptait un total de 19 758 apprentis, dont 9 719 inscrits en formations de niveau 3.

Champ : Académie ; **Sources :** Rectorat - DEP-RERS-DEPP

Répartition et évolution des effectifs d'apprentis de l'académie Orléans-Tours selon le domaine de spécialité en 2020 (Source : Rectorat Académie Orléans-Tours– DEP-SIFA)



4.3 La formation des demandeurs d'emploi

Des entrées en formation en forte progression en région, en lien avec le déploiement du CPF autonome⁴

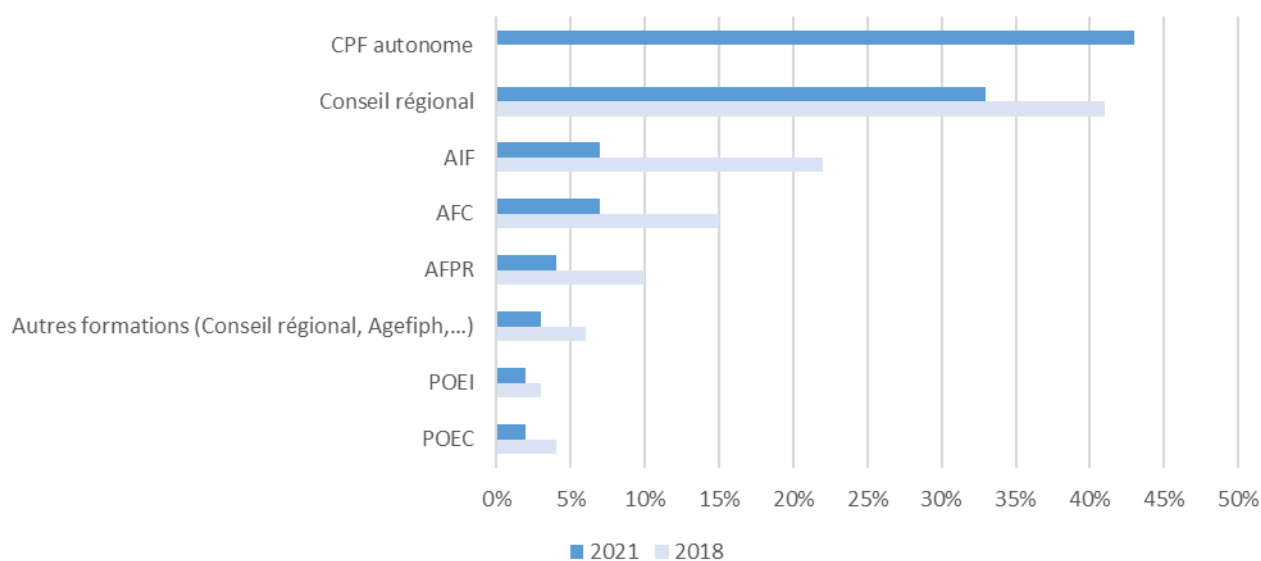
⁴ Apparu en 2020, le CPF autonome finance un volume de formations qui progresse très rapidement. En 2021, le CPF autonome représente 20 450 formations financées en région Centre-val de Loire, contre 9700 en 2020.

En 2021, selon les données Pôle emploi, la région Centre-Val de Loire compte plus de 47 800 entrées en formation de demandeurs d'emploi. Par rapport à l'année 2020, ce volume est en nette progression (+43.5%). Cette forte croissance sur 1 an s'explique en partie par la mobilisation du CPF autonome, apparu dès l'année 2020.

Le CPF autonome représente désormais 43% des entrées en formation (+14 points par rapport à 2020). Les formations financées par le conseil régional concentrent 33% des entrées en 2021 (stable par rapport à 2020 mais en recul de 8 points comparativement à 2018). Les actions de formation financées ou conventionnées par Pôle emploi (AFC⁵, AIF⁶, POEI⁷ et AFPR⁸) et celles financées par les OPCO (POEC⁹) représentent 20% des entrées en formation de demandeurs d'emploi.

La certification constitue le premier objectif de formation et concerne 44% des entrées en formation. Figurent ensuite les formations avec un objectif de perfectionnement/élargissement des compétences qui concerne 21 % des formations.

Répartition des entrées en formation des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon le type et l'objectif de la formation (Source : Pôle emploi, fichier des entrées en formation)



Plus de la moitié des entrées en formation concerne des demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés

53% des demandeurs d'emploi entrant en formation sont peu ou pas qualifiés, c'est-à-dire disposant d'un niveau de formation inférieur au baccalauréat ou niveau baccalauréat sans diplôme obtenu. Les demandeurs d'emploi de longue durée représentent quant à eux 15% des entrées en formation.

⁵ Action de Formation Conventionnée

⁶ Aide Individuelle à la Formation

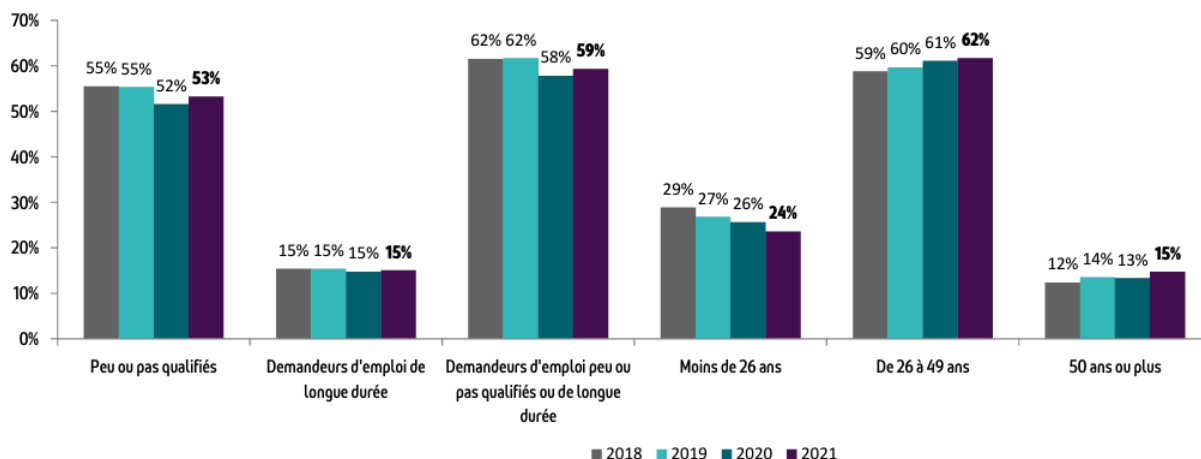
⁷ Préparation Opérationnelle à l'Emploi Individuelle

⁸ Action de Formation Préalable au Recrutement

⁹ Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective

L'analyse des caractéristiques de demandeurs d'emploi entrant en formation permet également d'identifier une diminution de la part des demandeurs âgés de moins de 26 ans (24% en 2021 contre 29% en 2018) mais une hausse du poids de la classe d'âge 50 ans et plus (15% en 2021 contre 12% en 2018).

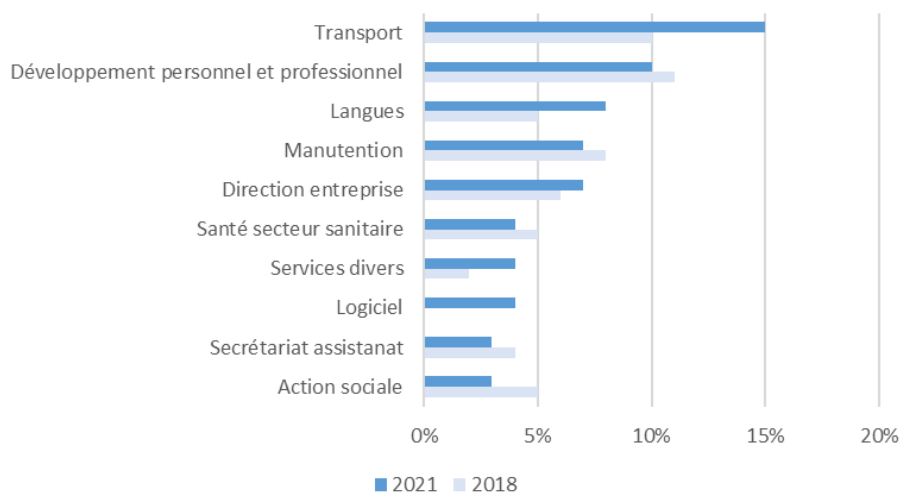
Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrant en formation (Source : Pôle emploi, fichier des entrées en formation)



Une concentration des entrées en formation dans seulement quelques domaines de formation

Les dix principaux domaines de formation associent plus des deux tiers des entrées en formation. Parmi ces derniers, trois domaines seulement concentrent un tiers des entrées. Ces domaines sont le transport, le développement personnel et professionnel (préparation à un concours, remise à niveau...) ainsi que les langues.

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrant en formation (Source : Pôle emploi, fichier des entrées en formation)



Focus sur les formations financées dans le cadre du programme régional de formation

Chaque année, le Conseil régional du Centre-Val de Loire finance des formations proposées prioritairement aux demandeurs d'emploi. Ces formations, associées au Programme régional de

formation (PRF), se regroupent au sein de divers dispositifs tels que les parcours métiers, les visas et remise à niveau ainsi que le FLE¹⁰-FLI¹¹.

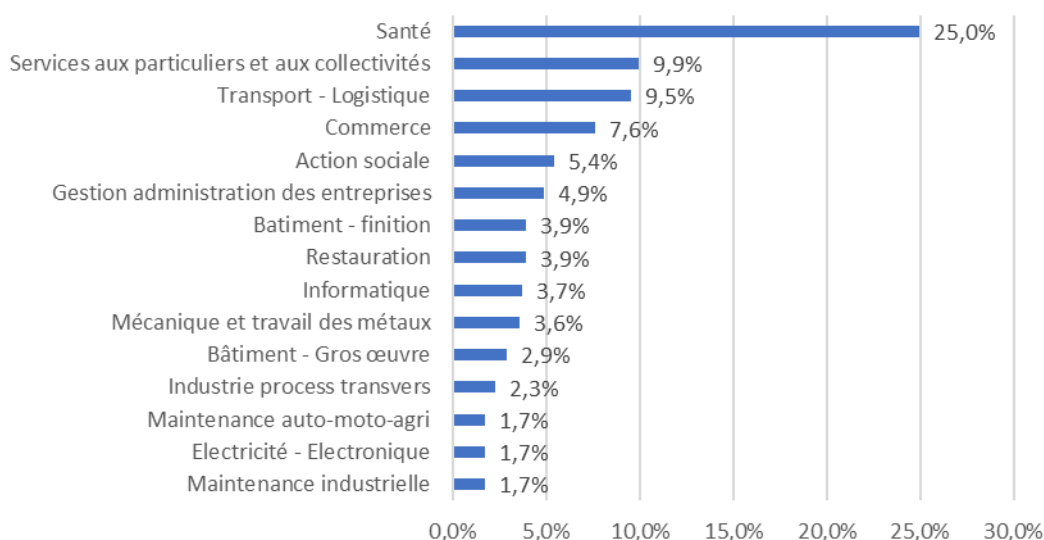
En 2021, la région recense 11 528 places de formation qualifiante financées par la Région dans le cadre du PRF.

Parmi les domaines de formation les mieux représentés en région en termes de places, la filière santé apparaît en toute première position (25% des places proposées). Cette dernière est suivie par les services aux particuliers et aux collectivités (10% des places), le transport-logistique (9.5% des places), le commerce (7.6% des places) et l'action sociale (5.4% des places).

Entre 2020 et 2021, le nombre de places a progressé de 18%. Toutefois, cette évolution positive doit être nuancée selon les domaines de formation. Si certaines filières enregistrent de fortes progressions du nombre de places, à l'instar des services aux particuliers et aux collectivités (+33%), l'action sociale (+26%) les services aux particuliers et aux collectivités (+40%), l'informatique (+69%), le bâtiment second œuvre (+33%), le commerce (+16%) ou encore le Bâtiment gros œuvre et finition (+64%), le nombre de places recule dans d'autres domaines (Gestion administration des entreprises -8%, Artisanat d'art -18%, ou bien Art et spectacle -29%).

L'analyse par niveau de diplôme laisse apparaître une majorité de certifications ou diplômes de niveau infra bac (54.6%). Les formations de niveau Bac et de niveau supérieur représentent respectivement 20% et 25% de l'offre disponible en région. Néanmoins, depuis 2019, la part des formations de niveau bac et supérieur progresse sensiblement : la part des formations de niveau bac augmente de 2 points et celle de niveau Bac +2 et supérieur gagne près de 3 points.

TOP 15 des domaines de formation comptabilisant le plus grand nombre de place de formation continue (tous dispositifs confondus), en 2021 en région Centre-Val de Loire (Source : Conseil régional, Pole emploi, OPCO – Traitement GIP Alfa Centre-Val de Loire)



¹⁰ Français Langue Etrangère

¹¹ Français Langue d'Insertion

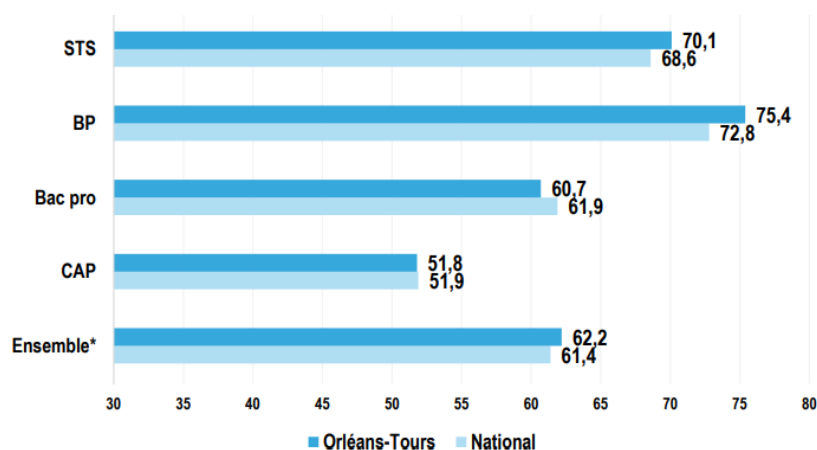
4.4 - L'insertion professionnelle

L'insertion à 6 mois des apprentis, sortant en 2019 ou 2020, en région Centre-Val de Loire

Selon une étude de février 2022 menée par la division de l'évaluation et de la prospective du Rectorat de l'académie Orléans-Tours, 38% des apprentis en dernière année d'un cycle professionnel de la rentrée 2018 ou 2019 (soit l'équivalent de 6000 jeunes) sont toujours en formation l'année scolaire suivante. Ce taux de poursuite d'études est supérieur de 2 points à celui du niveau national. Cet écart est principalement lié aux apprentis en CAP, proportionnellement plus nombreux et plus enclins à poursuivre leurs études.

62% des apprentis, qui ne sont plus en formation, sont en emploi salarié 6 mois après leur sortie. Ce taux est comparable à celui constaté à l'échelle de la France (61%). Le niveau de formation et l'obtention du diplôme permettent d'augmenter la probabilité de trouver un emploi. En effet, 75% des apprentis en Brevet Professionnel (BP) et 70% de ceux ayant suivi une formation en Section Technicien Supérieur (STS) sont en emploi, 6 mois après leur sortie du système éducatifs. Cette proportion descend à 61% pour les apprentis des terminales professionnelles et 52% des jeunes issus d'un CAP. Par ailleurs, le taux d'emploi des jeunes diplômés de CAP est supérieur de 14 points au taux des sortants de 2^{ème} année de CAP non diplômés. Cet écart diminue avec l'élévation du diplôme (11 points en BP, 9 points au niveau bac et 6 points en niveau Bac+2/+3).

Taux d'emploi à 6 mois des apprentis sortant en 2019 ou 2020, selon le niveau de diplôme dans l'académie Orléans-Tours (%) (Source : Stats infos #22.05, février 2022, Dares-DEPP-InserJeunes)



Le premier contrat de travail est le contrat à durée indéterminée. Près de 57% des sortants en emploi sont en CDI, 25% en CDD et 11% en intérim, une répartition proche de celle observée à l'échelle nationale.

Le taux d'emploi des sortants de la production reste supérieur à celui des sortants des services. En région, le taux d'emploi à 6 mois des sortants de formations associées aux domaines de spécialité de production (industrie, construction...) est de 64% contre 60% chez les sortants du secteur des services. En effet, l'insertion professionnelle est plutôt favorable pour les sortants des domaines de spécialité « énergie, chimie, métallurgie », « électricité, électronique », « mécanique et structures métalliques » et également « génie civil, construction, bois ». Ces derniers sont proportionnellement plus fréquemment en emploi, quelle que soit le niveau de sortie.

En revanche, l'insertion des apprentis issus des domaines « services à la collectivité », « hôtellerie, restauration, tourisme », « secrétariat, communication, information » ou encore « commerce, vente » semble plus contrastée, voire difficile, quel que soit le diplôme de sortie.

Taux d'emploi à 6 mois des apprentis sortant en 2019 ou 2020, selon le domaine de spécialité et le niveau de diplôme dans l'académie Orléans-Tours (%) (Source : Stats infos #22.05, février 2022, Dares-DEPP-InserJeunes)

	CAP	Bac pro	BP	STS	Poids (%)	Nombre de sortants*
	% en emploi	% en emploi	% en emploi	% en emploi		
16 Services à la collectivité (sécurité, nettoyage)	32,1	58,3	.	63,6	1,2	119
15 Hôtellerie, restauration, tourisme	48,1	.	65,3	67,9	5,0	493
14 Coiffure esthétique	43,1	.	74,3	75,0	7,5	741
13 Services aux personnes (santé, social)	24,7	.	79,1	59,0	6,5	648
12 Secrétariat, communication et information	.	.	.	52,4	2,6	254
11 Finances, comptabilité	.	23,8	.	70,8	4,2	415
10 Commerce, Vente	46,3	53,4	72,7	69,2	13,4	1 333
09 Transport, manutention, magasinage	.	47,6	.	61,8	1,3	134
08 Technologies industrielles	.	.	.	71,4	0,7	65
07 Electricité, électronique	59,1	61,3	75,7	72,4	3,5	349
06 Génie civil, construction, bois	57,7	73,2	77,4	71,8	11,4	1 130
05 Mécanique et structures métalliques	56,0	70,6	.	83,7	12,5	1 239
04 Matériaux souples	59,1	.	.	.	0,5	52
03 Energie, chimie, métallurgie	59,4	.	80,9	78,7	2,9	293
02 Alimentation et agroalimentaire transformation	55,5	43,5	76,0	52,4	17,6	1 744
01 Agriculture	40,4	59,7	68,3	72,5	9,3	928
Total	51,8	60,7	75,4	70,1	100,0	9 937

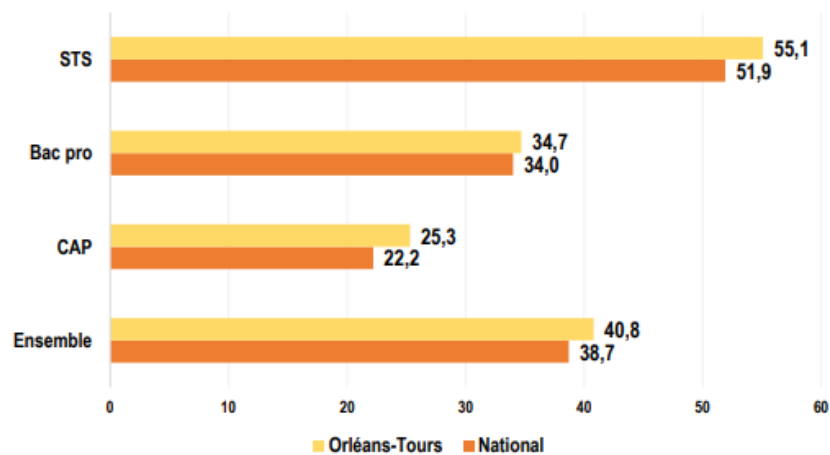
L'insertion à 6 mois des lycéens professionnels sortant en 2019 ou 2020, en région Centre-Val de Loire

Dans l'académie orléans-Tours, 45 % des lycéens en dernière année d'un cycle professionnel et des étudiants de 2^{ème} année de Section Technicien Supérieur (STS), à la rentrée 2018 ou 2019 (environ 9 400 jeunes), sont toujours en formation l'année scolaire suivante. Quel que soit le niveau de diplôme, les taux de poursuite d'études sont inférieurs aux taux nationaux. Les lycéens et étudiants sont proportionnellement plus nombreux à entrer sur le marché du travail en région.

41 % des lycéens professionnels et étudiants de Section Technicien Supérieur (STS), qui ne sont plus en formation, sont en emploi salarié 6 mois après leur sortie. Ce taux est supérieur de deux points à celui enregistré au niveau national.

Le niveau de formation obtenu constitue un atout non négligeable pour trouver un emploi. En effet, 55% des étudiants de 2^{ème} année de STS sont en emploi, 6 mois après leur sortie du système éducatif, contre 35% des lycéens de terminales professionnelles et 25% des élèves issus d'un CAP. L'obtention du diplôme permet d'augmenter sensiblement la probabilité de trouver un emploi. Ainsi, le taux d'emploi des jeunes lycéens diplômés de CAP est supérieur de 10 points au taux des sortants de 2^{ème} année de CAP non diplômés. L'écart en baccalauréat professionnel est de 6 points et légèrement supérieur en BTS (7 points).

Taux d'emploi à 6 mois des lycéens de formation professionnelle et étudiants de STS sortant en 2019 ou 2020, selon le domaine de spécialité et le niveau de diplôme dans l'académie Orléans-Tours (%) (Source : Stats infos #22.05, février 2022, Dares-DEPP-InserJeunes)



Le premier contrat de travail est plus souvent un contrat à durée limitée (CDD et intérim). En effet, plus de la moitié des lycéens et étudiants sortants en emploi a un contrat temporaire : 29,3% en contrat à durée déterminée et 24.5% en contrat intérimaire. Si l'intérim concerne proportionnellement davantage de jeunes en région comparativement au niveau national, c'est avant tout lié aux caractéristiques du tissu économique régional et notamment à ses spécificités industrielles. Le secteur industriel concentre une part importante des contrats intérimaires. L'intérim et le CDD restent toutefois plus fréquent chez les sortants de CAP. A contrario, la proportion de sortants en CDI augmente selon l'élévation du niveau de diplôme (34% chez les sortants de CAP, 36% chez ceux de Bac pro et 38% chez les sortants de BTS).

A l'instar des observations faites chez les apprentis, le taux d'emploi des lycéens issus de la filière production (industrie, construction...) reste supérieur à celui des sortants du secteur des services. En effet, l'insertion sur le marché de l'emploi est globalement plus favorable pour les sortants des domaines de spécialité « énergie, chimie, métallurgie », « transport, manutention, magasinage » ou encore « technologies industrielles ».

Dans les domaines « services à la collectivité », « hôtellerie, restauration, tourisme », « services aux personnes » et « électricité, électronique », les taux d'emploi ne dépassent pas 40% en région.

Taux d'emploi à 6 mois des lycéens de formation professionnelle et étudiants de STS sortant en 2019 ou 2020, selon le domaine de spécialité et le niveau de diplôme dans l'académie Orléans-Tours (%) (Source : Stats infos #22.05, février 2022, Dares-DEPP-InserJeunes)

	CAP	Bac pro	BTS	Total	Poids
16 Services à la collectivité (sécurité, nettoyage)	15,8	35,0	64,5	35,9	1,7
15 Hôtellerie, restauration, tourisme	19,3	40,1	50,0	39,8	5,0
14 Coiffure esthétique	.	51,2	61,1	55,0	1,7
13 Services aux personnes (santé, social)	.	25,9	48,0	29,9	12,0
12 Secrétariat, communication et information	.	17,8	43,7	40,6	5,2
11 Finances, comptabilité	.	31,3	56,2	43,6	10,8
10 Commerce, Vente	18,2	33,8	59,6	42,0	23,5
09 Transport, manutention, magasinage	30,2	51,2	.	47,0	3,8
08 Technologies industrielles	16,0	40,0	54,6	50,9	3,2
07 Electricité, électronique	22,8	31,1	48,7	34,7	7,7
06 Génie civil, construction, bois	34,8	45,8	62,7	46,1	6,0
05 Mécanique et structures métalliques	27,1	39,2	64,0	42,2	9,7
04 Matériaux souples	21,0	27,3	34,9	27,0	1,9
03 Energie, chimie, métallurgie	46,9	43,1	65,8	56,1	3,0
02 Alimentation et agroalimentaire transformation	27,6	44,5	54,4	37,8	4,8
Total	25,3	34,7	55,1	40,8	100,0

4.5 - Principaux impacts de la crise sanitaire sur les organismes de formation en région Centre-Val de Loire

Après une première enquête réalisée lors du confinement de mars 2020 autour de la poursuite de l'activité de formation à distance et des modalités mises en place pour en assurer la continuité pédagogique, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion et Régions de France, avec l'appui du Réseau des Carif-Oref ont souhaité à nouveau donner la parole aux organismes de formation.

Cette enquête, en ligne auto-administrée fin janvier à mi-février 2021, a été adressée aux établissements de formation et aux CFA recensés par les Carif-Oref ou proposant des formations sur l'application "Mon compte formation". Elle les questionne sur les publics formés en 2020, l'impact de la crise sanitaire (et du 1er confinement) sur leur activité et les outils et besoins d'accompagnement requis pour accélérer l'hybridation des formations.

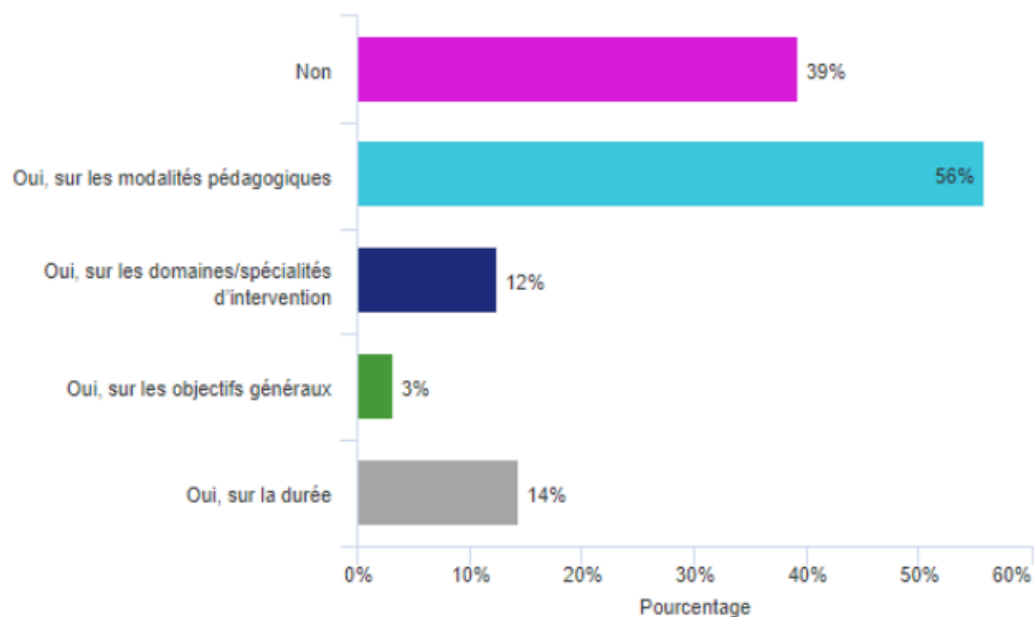
En Centre-Val de Loire les résultats portent sur une base de 418 répondants (8271 au niveau France).

Des organismes de formation qui ont majoritairement modifié leur catalogue de formation en raison de la crise sanitaire

Une grande majorité des organismes de formation (61%) ont opéré des modifications de leur catalogue de formation en raison de la crise sanitaire. Ces modifications portent principalement sur les modalités pédagogiques, les établissements de formation ayant très largement renforcé le distanciel et limité les périodes d'immersion en entreprise.

La plupart des organismes de formation en région Centre-Val de Loire (57%) ont réalisé les formations qui avaient été reportées lors du premier confinement. Ce taux est similaire à ce qui est observé au niveau national (58%). En revanche, cette part varie en fonction de la taille des établissements et des financeurs. Ainsi, 78% des organismes de formation de plus de 50 salariés ont réalisé les formations reportées lors du premier confinement contre 55% pour les établissements de moins de 10 salariés.

Modification du catalogue de formation en raison de la crise sanitaire (Source : Résultats de l'enquête OF – Covid – Impact de la crise sanitaire et stratégie des organismes de formation, 2021 – Traitement GIP Alfa Centre-Val de Loire)

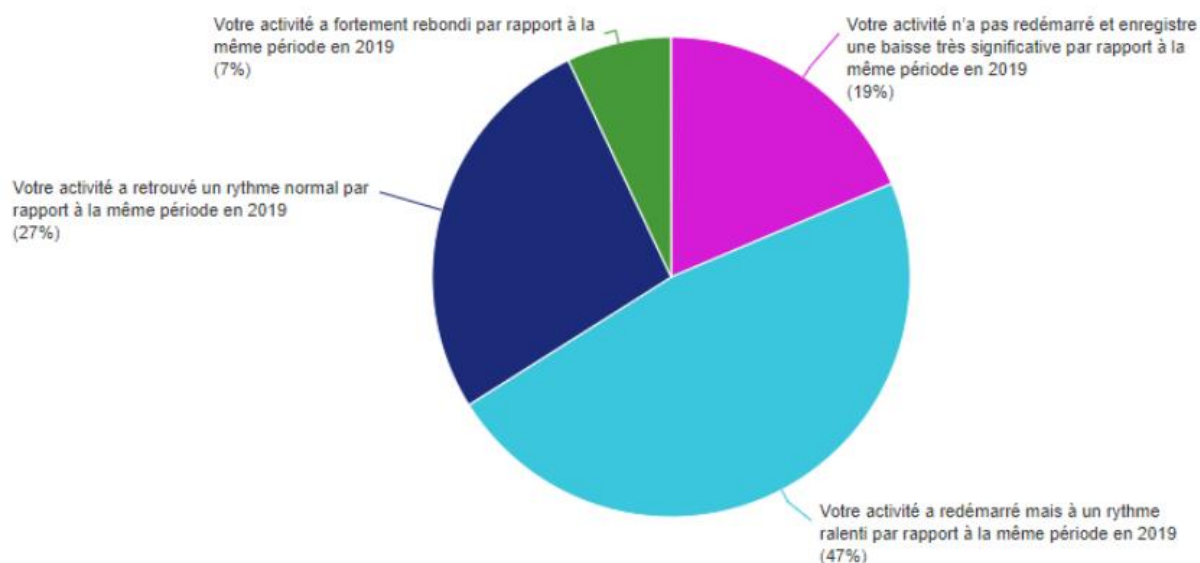


Une activité qui repart, mais à un rythme ralenti par rapport à la même période un an plus tôt

Si pour la grande majorité des organismes de formation (81%) l'activité est repartie à l'issue du premier confinement, peu ont retrouvé un rythme normal. Ainsi, près de la moitié des établissements de la région Centre-Val de Loire ont vu leur activité redémarrer, mais à un rythme ralenti. En outre, près d'un organisme de formation sur cinq a vu son activité ne pas redémarrer et enregistre une baisse très significative par rapport à la même période en 2019. A titre de comparaison, cette part est supérieure de 3 points au niveau national.

Pour les organismes de formations dont l'activité de formation n'a pas redémarré à l'issue du premier confinement, les principales raisons évoquées sont une baisse significative des sollicitations par les entreprises, une difficulté à maintenir l'offre de formation dans le contexte de crise sanitaire ou encore une difficulté à mobiliser les apprenants (de freins techniques pour suivre une formation, y compris à distance, projet professionnel et choix de formation revu au regard du contexte économique).

Activité à l'issue du premier confinement – période allant de mai à octobre 2020 (Source : Résultats de l'enquête OF – Covid – Impact de la crise sanitaire et stratégie des organismes de formation, 2021 – Traitement GIP Alfa CVL)



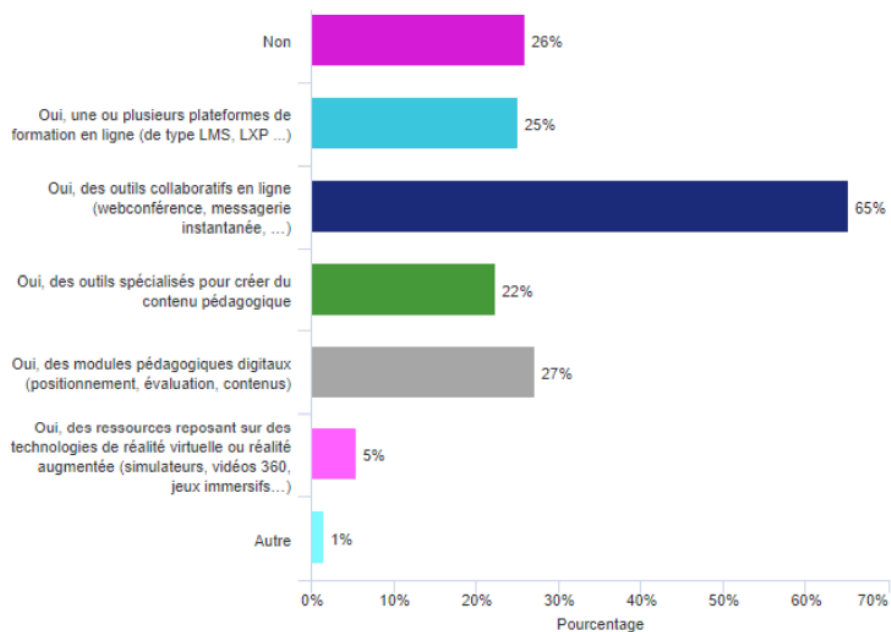
Un recours grandissant aux outils numériques spécifiques

Pour assurer les formations à distance, les organismes de formation en région Centre-Val de Loire ont accentué leur recours aux outils numériques spécifiques après la crise sanitaire. Ainsi, les outils collaboratifs en ligne, tels que les webconférences ou encore la messagerie instantanée, sont les plus utilisés par les établissements de formation (65% contre 41% avant la crise), suivis par la mise en place de modules pédagogiques digitaux contenant des éléments de positionnement, des évaluations et des contenus de formation (27% contre 17%). Par ailleurs, un quart des organismes de formation en région Centre-Val de Loire utilisent une ou plusieurs plateformes de formation en ligne de type LMS¹² ou LXP¹³, recours qui a peu évolué avec la crise sanitaire (+4 points). Enfin, les ressources reposant sur des technologies de réalité virtuelle ou augmentée sont encore marginales : 5% des établissements déclarent les utiliser. Elles sont essentiellement présentes pour les formations au permis de conduire.

Utilisation d'outils numériques spécifiques pour assurer les formations à distance (Source : Résultats de l'enquête OF – Covid – Impact de la crise sanitaire et stratégie des organismes de formation, 2021 – Traitement GIP Alfa CVL)

¹² Learning Management System. Le LMS est un logiciel de gestion des dispositifs de formation

¹³ Learning Experience Platform. Le LXP est une nouvelle génération de plateformes e-learning



Principaux freins et leviers de l'accélération de l'hybridation des formations

Si avant la crise sanitaire seuls 10% des établissements de formation de la région Centre-Val de Loire avaient entamé l'hybridation de leurs formations, 50% l'ont amorcée depuis (contre 56% au niveau national). Cette évolution prend principalement la forme d'une accentuation des cours à distance pour près des trois-quarts des organismes, une mise à disposition plus importante de contenus pédagogiques à distance (62%). L'accompagnement à distance, que ce soit pour la prise en main des outils de formation ou l'accompagnement pédagogique individuel ou collectif, est moins fréquent et mis en place pour chacune de ces modalités par moins d'un tiers des structures.

Les organismes de formation de la région Centre-Val de Loire ont relevé de nombreux freins au développement de l'hybridation des parcours, à savoir principalement des investissements importants, un manque de compétences des stagiaires et des formateurs ainsi que des modalités d'achats de la formation professionnelle non adaptées.

En revanche, plusieurs leviers sont identifiés pour accélérer l'hybridation des parcours de formation. Il s'agit notamment des accompagnements en matière d'ingénierie pédagogique (ressources pédagogiques digitales) et de maîtrise de solutions techniques numériques.

Principaux freins à l'accélération de l'hybridation des parcours de formation (Source : Résultats de l'enquête OF – Covid – Impact de la crise sanitaire et stratégie des organismes de formation, 2021 – Traitement GIP Alfa CVL)



Principaux éléments nécessaires à l'accélération de l'hybridation des parcours de formation (Source : Résultats de l'enquête OF – Covid – Impact de la crise sanitaire et stratégie des organismes de formation, 2021 – Traitement GIP Alfa CVL)

